

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DE LA SECURITE
ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE EN MAURITANIE (FEVRIER 2020)**

**(Moudjéria au TAGANT, Barkeol à ASSABA, Mbout au GORGOL et Ouild Yenje au
GUIDIMAGHA)**



Mars 2020

Avec l'appui de :



INDEX

ACRONYME.....	3
Résumé exécutif.....	4
1. Contexte.....	6
2. Objectifs de l'évaluation.....	9
3. Méthodologie de la mission	11
3.1. Préparation et élaboration des outils	12
3.2. Mission d'évaluation	12
4. Profil des moyens d'existence dans les zones concernées par l'évaluation	14
5. Impact de la sécheresse sur la sécurité économique des ménages	19
5.1. Impact sur les capitaux de moyens d'existence.....	19
5.1.1. Détail du changement du capital naturel.....	20
5.1.2. Détail du changement du capital physique.....	22
5.2. Impact de la sécheresse sur les sources d'alimentation et de revenu des ménages	24
5.2.1. Sources d'alimentation.....	24
5.2.2. Stocks alimentaires des ménages.....	26
5.2.3. Sources de revenu	28
5.2.4. Dépenses des ménages	31
5.3. Consommation et diversité alimentaire.....	33
5.4. Stratégies d'adaptation.....	35
5.5. Impact sur la nutrition	38
5.6. Impact des prix sur la sécurité économique des ménages et brève analyse des marchés	39
5.6.1. Marché de denrées alimentaire	39
5.6.2. Marché de bétail	40
5.7. Capacité des ménages de couvrir leurs besoins essentiels et de protection des moyens d'existence.....	41
5.7.1. Seuil de survie. Les ménages sont-ils en mesure de couvrir leurs besoins essentiels ?	41
5.7.2. Seuil de protection des moyens d'existence. Les ménages sont-ils en mesure de maintenir ou de relancer leurs moyens d'existence	42
5.8. Quels sont les besoins d'assistance	43
6. Intervention du gouvernement et des acteurs humanitaires	44
6.1. Assistance alimentaire	44
6.2. Assistance pour les moyens d'existence :	45
7. Présence du Croissant Rouge Mauritanien	47

7.1. Surveillance communautaire de la situation de la sécurité alimentaire et de moyens d'existence	47
8. Analyse des alternatives pour une intervention :	49
8.1. Points saillants de l'évaluation	49
8.2. Priorités de la population :	51
8.3. Axes d'intervention possibles.....	51
8.4. Recommandation pour une intervention.....	52

ACRONYME

- **ACF** : Action Contre la Faim
- **CH** : Cadre Harmonisé
- **CICR** : Comité International de la Croix Rouge
- **CME** : Centre de Moyens d'Existence de la FICR
- **CRB** : Croix Rouge britannique
- **CRF** : Croix Rouge française
- **CRM** : Croissant Rouge mauritanien
- **CSA** : Commissariat à la Sécurité Alimentaire
- **CSI** : Coping Strategies Index
- **DREF** : Fonds de Secours d'Urgence (FICR)
- **ERLA** : Emergency & Recovery Livelihoods Assessment
- **FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
- **FGD** : Groupes de discussion (FGD : Focus Group Discussion)
- **FICR** : Fédération Internationale des Sociétés Nationales de la Croix Rouge et du Croissant Rouge
- **HEA** : Household Economy Approach
- **HES** : Sécurité Economique des Ménages (*Household Economic Security en anglais*)
- **MAS/MAM** : Malnutrition Aigüe sévère / Malnutrition Aigüe Modérée
- **PAM** : Programme Alimentaire Mondial
- **PNR** : Plan National de Réponse
- **rCSI** : reduced Coping Strategies Index- Index de stratégies d'adaptation simplifié
- **SMART** : Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (Suivi et évaluation standardisée des urgences et transitions)

Résumé exécutif

Suite à un déficit pluviométrique, caractérisé par une mauvaise répartition spatio temporelle des pluies au niveau de plusieurs régions en Mauritanie pendant la saison 2019/2020, plus précisément dans les régions du Sud, du Centre et de l'Est de la Mauritanie ou s'annonce une soudure pastorale encore une fois prématurément (démarrage en janvier au lieu d'avril).

Le déficit de 2019 est une partie d'un cycle récurrent depuis quelques années (2012, 2014, 2017 et 2018), qui a eu comme conséquence une faible production agricole, la rareté des pâturages et par la suite une perte de moyens d'existence, réduction de revenus et de pouvoir d'achat des ménages, une migration accrue des populations rurales vers les grandes villes et le recours aux stratégies d'adaptation néfastes.

Face à cette situation le Croissant Rouge Mauritanien (CRM) a mené une évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau communautaire auprès des populations de 4 régions du Sud, de l'Est et du Centre Mauritanien, notamment les départements de Modjéria au Tagant, de Barkeol à Assaba, à Mbout au Gorgol et Ould Yenge au Guidimagha, afin de compléter les gaps en informations sur les besoins des ménages affectés par une soudure pastorale. Cette évaluation a eu lieu du 06 au 16 Février 2020 auprès de 24 focus group, 259 enquêtes ménages, plus de 50 enquêtes de marché et 68 entretiens aux informateurs clés. Pour mener cette évaluation le CRM a reçu l'appui et la collaboration de la Fédération internationale des sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR), le Centre de Moyens d'existence (CME), la Croix Rouge Française (CRF) et la Croix Rouge Britannique (BRC).

Cette évaluation a permis de constater l'impact négatif du déficit pluviométrique sur les activités principales des moyens d'existence dans les quatre départements ciblés par l'évaluation qui dépendent essentiellement de l'agropastoralisme et de la culture pluviale. Les récoltes étaient très mauvaises, voire inexistante dans certains cas. Par conséquent les stocks des producteurs sont pratiquement inexistant, au niveau de départements (Modjéria, Barkéol et Mbout) environ 70 % des ménages n'ont plus de stocks à la fin du mois février ce qui amènent les ménages à se tourner massivement vers les marchés pour acheter les denrées alimentaires soit en espèces soit à crédit (47% de la population enquêtée). En année de référence, soit février 2016, 70% des ménages dépendaient de leur propre production comme principale source d'alimentation, alors qu'en février 2020 ils ne sont plus que 9.4%.

Par ailleurs 90 % des ménages ont déclaré une diminution de leurs animaux par rapport à l'année précédente, ils ont dû vendre leurs animaux pour tirer des revenus (épargne) ou par crainte de manquer de pâturage ou bien parce les animaux ont succombé suite à un manque de soins.

En situation courante (Février 2020), la vente de la production agricole et maraichère représente 14 % des revenus des ménages, contre 58 % en situation de référence (2016¹). Pour la période projetée (Mars- Mai 2020), les ménages seront dépendants des prêts (46 %), de la vente de leurs animaux (16%), du travail journalier (12%) et de transferts faites par les autres membres de la famille (18%).

¹ L'année 2016 a été identifié par les FGD (groups de discussion) et les acteurs clés comme année de référence.

Cette année les ménages consomment moins les produits locaux (sorgho, maïs et niébé). La faible production agricole et la non disponibilité de ces produits locaux obligent les ménages à se procurer des denrées alimentaires importés (riz et blé) à travers l'achat au marché.

Alors que dans une année normale les ménages dépensent dans les actifs productifs, les vêtements et la santé, cette année les dépenses sont en général consacrées à l'achat de la nourriture et l'achat des aliments bétails.

En plus du fait que les quatre départements sont classés en situation nutritionnelle critique (SMART / Juillet 2019), la mission a constaté une augmentation sur le nombre des admis au niveau de CRENAS en 2019 par rapport à la situation en 2018 (information par le médecin chef au centre médical de Modjéria que le nombre des admis en Décembre 2018 était à 890, contre 921 en Décembre 2019). Il est important de signaler qu'au niveau des départements de Barkéol, Modjeria et Ould Yenge la mission a constaté, l'absence des centres de prise en charge de la MAM.

L'accès à l'eau potable est très limité, particulièrement au niveau des villages éloignés et enclavés, les ménages s'approvisionnent à partir des puisards sans aucun respect des conditions d'hygiène en utilisant des jerricans pour amener l'eau aux maisons. Le niveau d'eau dans les points d'eau a connu une baisse de 30 à 50 % par rapport à la situation normale (2016, année de référence). A cela s'ajoute que 45 % de la population enquêtée présente un score de consommation alimentaire (SCA) limite ou pauvre dans les quatre moughataas, ce qui veut dire que l'accès à une alimentation en quantité et en qualité est compromise pour ces ménages; ils éprouvent soit des difficultés d'accès ou bien c'est la conséquence d'une ignorance des bonnes pratiques de nutrition. Le résultat est particulièrement préoccupant pour Guidimagha où près de 83% des ménages ont un SCA limite ou pauvre, dont 25% avec un SCA pauvre. Il faut aussi s'inquiéter pour le Gorgol où 23% de la population évaluée a un score de diversité (SDA) faible,

Ainsi, les priorités des ménages affectés résident dans la couverture des besoins alimentaires, les besoins en eau potable et la nécessité de protéger les actifs productifs (petits cheptels restants) à travers l'aliment bétail.

La mission recommande alors une intervention en synergie avec le Plan national de Réponse du gouvernement et des acteurs humanitaires et garantissant une réponse à court, moyen et long terme basée sur la couverture des besoins essentiels d'une part (6 mois à partir d'Avril au Septembre) et la protection voire renforcement des moyens d'existence. Ainsi, l'intervention pourrait cibler les départements qui ne sont pas encore ciblés par les autres partenaires (en termes d'assistance alimentaire urgente) et une intervention à moyens et à long terme dans les quatre moughataas.

La mission a constaté un besoin de surveillance de situation très préoccupante plus précisément, la situation nutritionnelle, l'accès à l'eau potable, l'accessibilité aux denrées alimentaires de base et la situation d'accès aux pâturages au niveau des villages enclavés ou isolés à l'exception de Ould Yenge où ACF a mis en place un mécanisme de surveillance communautaire basé sur les sites sentinelles.

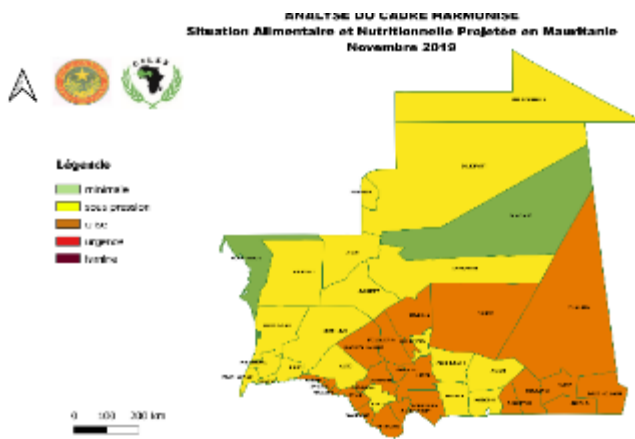
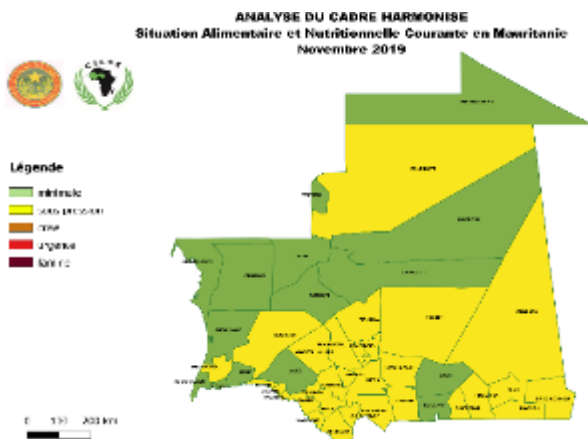
1. Contexte

La Mauritanie fait face à un cycle récurrent de déficit pluviométrique depuis quelques années, en 2019 le déficit pluviométrique s'est caractérisé par une mauvaise répartition spatio temporelle des pluies: à certains endroits comme la région de Guidimagha, les populations ont dû faire face à de fortes inondations qui ont provoqué la perte de certains actifs productifs et provoqué des dégâts importants dans les habitations et infrastructures de base; alors qu'a d'autres on enregistre des anomalies de disponibilité immédiate en eaux et d'importants déficits en eau de surface comme sur la zone agropastorale de Hod EL Chargui, du Gorgol et Sud de Tagant et Nord-ouest de l'Assaba (ACF-Bulletin de surveillance agropastorale décembre 2019-janvier 2020).

Les résultats du cadre harmonisé de Novembre 2019 montrent qu'en situation courante (octobre-novembre-décembre 2019), sur les 48 Moughataa analysées, 18 Moughataa sont classées en phase minimale et 30 Moughataa sont classées en phase sous pression. Pour ce qui est des populations estimées en insécurité alimentaire sévère en situation courante, c'est à dire en phase 3 et plus, le nombre total est de 299 228 personnes soit 7,7% de la population totale.

		Population nationale	Ph 3 Crise	Ph 4	Ph 5	Ph 3 à 5
Situation en novembre 2019	Nombre	4 173 047	271 040	28 188	-	299 228
	%		6,5%	0,7%	0,0%	7,7%
		Population nationale	Ph 3 Crise	Ph 4	Ph 5	Ph 3 à 5
Situation projetée juin-sept 2020	Nombre	4 173 047	542 194	66 986	-	609 180
	%		13,0%	1,6%	0,0%	14,6%

En situation projetée (juin-août et Septembre 2020), les prévisions font ressortir que seules 5 Moughataa resteront classées en phase minimale alors que 20 Moughataa seront en phase Sous pression et 23 Moughataa classées en phase Crise, parmi lesquelles les zones concernées par cette évaluation. Ces projections montrent que le nombre total des populations estimées en insécurité alimentaire sévère (en phase 3 et plus) sera de 609 180 personnes (soit 14.7% de la population totale), si aucune mesure n'est prise entre temps pour assister les populations vulnérables.



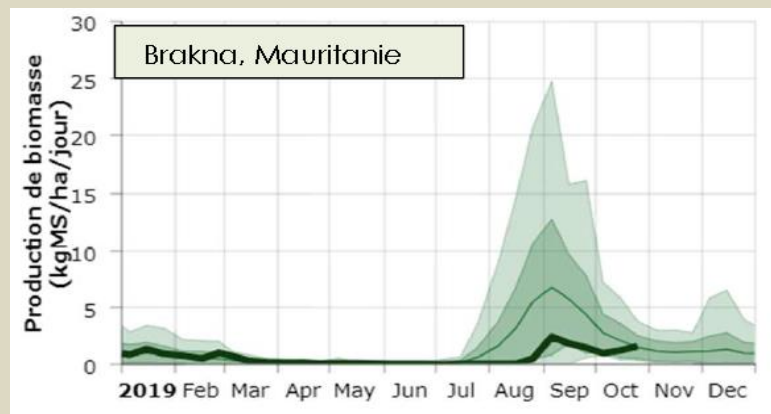
Les départements les plus touchés sont au niveau des du Tagant, Brakna, Guidimagha, Gorgol, Assaba et les deux Hodh.

La prévalence de la malnutrition reste également préoccupante selon l'enquête SMART 2019. En effet, la malnutrition aiguë globale a été évaluée à l'échelle nationale à 11,20% dont 1,80% de cas sévères et 21 Moughataas montrent une situation nutritionnelle critique (Malnutrition Aiguë Globale >15% et/ou Malnutrition Aiguë Sévère > 2%). Ainsi 26 435 cas de malnutrition aiguë sévère et 96 141 cas malnutrition aiguë modéré sont attendus sur l'année 2019 parmi les enfants de moins de 5 ans.

Déficits pluviométriques et déficit de biomasse

La campagne agro-pastorale 2019/2020 en Mauritanie est caractérisée par une mauvaise répartition spatiotemporelle des pluies et une forte anomalie de biomasse qui ont conduit à une baisse de la production agricole et un déficit de pâturage dans la plupart des localités du pays. Selon les missions du Groupe Technique Spécialisée (GTS) organisées en Octobre 2019 par le CILSS, ACF, PAM, FAO et le CSA, le déficit pluviométrique enregistré au moment même où la végétation aurait dû être en pleine phase de croissance, a entraîné des conséquences déjà visibles. Tous les indicateurs disponibles et/ou observables (biomasse, disponibilité des pâturages, surfaces emblavées, productivité) sont à des niveaux inquiétants. L'analyse de biomasse en Mauritanie en octobre 2019 produite par ACF², indique une situation comparable à la sécheresse de 2011/2012.

Selon les informations fournies par ACF et le Groupe de travail SA&N (FSNGW)³, la production de biomasse observée en fin août 2019 était à son niveau le plus bas depuis 1998. Cette situation s'est légèrement améliorée après les pluies tardives, et maintenant montre des niveaux de biomasse similaires à ceux existant en 2011 mais toujours très préoccupants⁴.



Graphique :

Profil de biomasse (au 22 octobre 2019) montrant la production pour 2019 (trait vert épais) comparée au profil moyen (trait vert fin) ainsi que à la variabilité, et au maximum et minimum calculés sur la période 1998-2019.

(Source ACF. 2019)

Les régions les plus affectées sont : Gorgol, Guidimaka, Brakna, Trarza, Assaba, Hodh El Gharbi.

² <http://sigsahel.info/index.php/2019/10/30/analyse-de-biomasse-mauritanie-2019/>

³Ref: « Situation de sécheresse pastorale qui touche actuellement la Mauritanie et le Sénégal ». Note de positionnement du Groupe de travail FSNGW, nov. 2019.

⁴ Pour rappel, en 2011 la production céréalière dans la zone agropastorale et dans celle des cultures pluviales était quasiment de 50% inférieure à celle d'une année moyenne. Ce qui avait conduit à un vaste plan de réponse à la sécheresse en 2012. En raison du développement hétérogène des pâturages, la transhumance pastorale avait commencé pour les éleveurs en octobre déjà alors qu'en année normale elle ne débute qu'en mars

Dans le souci de contribuer aux mesures de préparation de la mise en place du dispositif national pour la préparation et la réponse aux crises alimentaires et conscient des gaps d'informations sur les besoins humanitaires précis au niveau départemental, en sa qualité d'auxiliaire des pouvoirs publics, le Croissant Rouge Mauritanien (CRM) a décidé de mener une évaluation communautaire des besoins en sécurité alimentaire et nutritionnelle auprès des populations de 4 régions situées au Sud, à l'Est et au Centre de la Mauritanie, notamment les départements de Modjéria au Tagant, de Barkeol à Assaba, à Mbout au Gorgol et à Ould Yenge au Guidimagha. Cette évaluation conduite du 6 au 14 février 2020 a été réalisée avec les partenaires techniques et financiers du CRM issus du Mouvement croix rouge/croissant rouge, à savoir : la FICR ainsi que son Centre de référence sur les moyens d'existence (CME), la CR Britannique et la CR française

Par ailleurs le CRM souhaitait explorer le besoin de mettre à disposition son réseau communautaire pour un système de surveillance et d'alerte précoce à base communautaire qui serait complémentaire et/ou intégré au dispositif pilote actuel implémenté par ACF, PAM, OXFAM et le CSA.

Éléments de justification de la sélection des départements concernés par l'évaluation

- La sélection de ces 4 régions s'appuie sur l'analyse du cadre harmonisé qui les a ciblées comme potentiellement les plus touchées mais aussi sur l'expérience et les informations dont le CRM dispose grâce à la présence de son réseau (opérations DREF, programmes et projets précédents) ;
- Ces départements ont été classés phase 3 (crise) dans la situation projetée de juin à août 2020 par l'analyse du cadre harmonisé de Novembre 2019.
- Les quatre départements sont parmi les 23 départements classés en phase critique selon l'enquête SMART sur la Nutrition en Mauritanie organisée en Juillet 2019.
- Par conséquent, ils font partie des départements prioritaires par le Plan National de Réponse Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de 2020.
- Finalement ce sont aussi les départements où il y a le moins d'acteurs humanitaires ou de partenaires techniques et financiers

2. Objectifs de l'évaluation

Objectif global de l'évaluation

Evaluer la situation alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence des ménages les plus vulnérables au niveau des départements de Moudjéria, Barkéol, Mbout et Ould yenge, faisant partie de quatre différentes régions en Mauritanie (Tagant, Assaba, Gorgol et Guidimagha) et identifier la mise en place d'un système communautaire de surveillance de la situation jusqu'à la fin 2020.

La présente évaluation était aussi une opportunité de consolider l'apprentissage des volontaires et des cadres du CRM ayant bénéficié de plusieurs formations sur la méthodologie ERLA (Evaluation des besoins des moyens d'existence des ménages dans les situations d'urgence et de relèvement) commencé en 2018 (une évaluation rapide en utilisant et adaptant ces outils avait déjà été conduite après la formation théorique). **La conduite de la présente évaluation a été faite donc principalement selon la méthodologie HES (ERLA, en s'appuyant sur le cycle complet de cette méthodologie).**

Image : Carte des régions administratives de la Mauritanie



Objectifs spécifiques

- Evaluer l'impact du bilan de la campagne agricole 2019/2020 et de la saison pluvieuse sur les moyens d'existence et sur la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des 4 zones ciblées ;
- Evaluer la faisabilité et les portes d'entrées pour un éventuel partenariat avec d'autres acteurs humanitaires et de développement pour mettre en place un système de surveillance communautaire.
- Evaluer la situation des marchés locaux et l'accessibilité aux produits alimentaires ;
- Identifier les principales stratégies d'adaptation mises en œuvre par les populations affectées par la situation ;
- Identifier les acteurs et les interventions prévues pour faire face à la situation ;
- Acquérir une information suffisante pour identifier les besoins immédiats et la portée de la réponse 2020 et pour conduire un plaidoyer en faveur de la mobilisation de ressources pour une réponse adéquate aux besoins humanitaires à court, moyen et long terme
- Formuler des recommandations pour l'élaboration d'une stratégie de résilience à moyens et à long terme et d'un plan d'action en 2020.
- Formuler des propositions pertinentes pour la participation de la SN au système d'alerte précoce de façon efficace et efficiente
- Développer l'apprentissage et la connaissance de la méthodologie HES (ERLA) au sein du CRM.

3. Méthodologie de la mission

La méthodologie utilisée repose sur l'analyse de la **Sécurité Economique des Ménages (Household Economic Security-HES)**⁵ qui vise à évaluer d'une part l'impact d'une crise sur la capacité des ménages à couvrir leurs besoins essentiels notamment alimentaires, puis d'autre part sur leur capacité à maintenir et protéger leurs moyens d'existence sur le court, moyen et long terme et donc s'assurer une sécurité économique.

L'ensemble du processus a pour objectif de répondre principalement aux questions clés suivantes :

1. Quel est l'impact actuel et prévisionnel de la situation sur les moyens d'existence (MdE) et la sécurité économique des familles :
 - Quels sont les changements occasionnés sur les actifs de production y compris les ressources naturelles ?
 - Quel est l'effet sur le niveau de revenus et dépenses ?
 - Les populations affectées peuvent-elles couvrir leurs besoins essentiels en nourriture ? jusqu'à quand ?
 - Comment les activités de moyens d'existence ont été modifiées ? (en prenant en compte les différents groupes de moyens d'existence et les différents niveaux socioéconomiques)
2. Est-ce que, et comment le fonctionnement des marchés ont été affectés ?
3. Quelles sont les différentes stratégies de survie (adaptation) pour la situation actuelle et prévisionnelle et les risques liés à la nutrition/santé, à la production et aux revenus provenant des moyens d'existence ?
4. Quels sont les besoins immédiats des familles et communautés, plus précisément la relation entre l'alimentation, revenus et protection/relèvement des moyens d'existence ; et aussi les besoins à court/moyen terme pour le relèvement des moyens d'existence.
5. Quelle est l'ampleur et la gravité de l'urgence pendant la période courante et la période projetée ?
6. Quelles est la durée nécessaire pour l'aide aux familles affectées ?
7. Quelles sont les priorités des personnes les plus affectées par cette situation ?
8. Quelles sont les différentes interventions prévues par les autorités nationales et locales ainsi que celles d'autres organisations ? où se situe le gap ?
9. Quelle est la stratégie d'intervention à moyen et à long terme recommandée ?
10. Quelles sont les gaps au niveau régional et départemental en termes de surveillance et d'alerte précoce et avec quels partenaires le CRM pourrait travailler ?
11. Quelles sont les capacités disponibles pour intégrer le système de surveillance et quelles sont les besoins et les ressources nécessaires ?

⁵ Household Economic Security, Technical Guidelines for Assessment, Analysis and Programme Design, British Red Cross, 2014.

3.1. Préparation et élaboration des outils

L'élaboration des outils a été faite à deux niveaux :

1. Préparation des outils avec un appui à distance entre l'équipe technique CRM et le bureau de la FICR à Dakar et avec l'appui de la Croix Rouge Britannique
2. Un atelier de 2 jours a été organisé aux profits des membres des équipes présents à Nouakchott pour la révision et la validation des outils de collecte de données

Le travail de collecte de données a été organisé en deux temps. Le premier avec les informations déjà existantes (informations secondaires) et le deuxième avec la collecte d'informations sur le terrain. Pour cela, les outils suivants ont été utilisés par les quatre équipes chargées de la collecte des données primaires :

- Enquête ménage à travers un questionnaire sur KOBO
- Enquête sur les prix du marché à travers questionnaire Kobo
- Groupes de discussion (FGD)
- Fiche observation par village
- Fiche observation par marché
- Questionnaire aux acteurs clés

Quatre équipes ont été déployées dans les quatre départements ciblés, chaque équipe composée d'un superviseur et quatre membres, à raison d'une équipe par département. (Au total ce sont 5 staffs et 15 volontaires impliqués dans l'évaluation)

3.2. Mission d'évaluation

L'évaluation a été décidée suite aux échanges avec le Bureau du Cluster régional de la FICR à Dakar, après avoir constaté que la situation alimentaire est nutritionnelle des populations rurales en Mauritanie est préoccupante. Le processus de cette évaluation consistait à plusieurs étapes :

- La collecte des informations secondaires (documents du CH, PREGEC, FEWS NET, bilan de la campagne agricole 2019/2020, bulletin d'information ACF-surveillance pastorale)
- La participation aux différentes réunions des groupes et sous-groupes thématiques relatives à la préparation et concertation sur la réponse de 2020
- Coordination et échanges des informations avec les acteurs humanitaires qui travaillent dans l'alerte précoce, plus précisément, le CSA, ACF, OXFAM et PAM
- Mission sur le terrain (du 6 au 16 février)

Par rapport à la mission terrain, elle a débuté le 6 février. Au niveau de chaque département les membres des équipes ont été formés sur les outils en deux étapes :

- Une formation théorique pour 1 journée
- Un exercice de simulation pratique au niveau des villages ciblés

Ainsi chaque équipe a réalisé plusieurs entretiens avec des acteurs clés (la totalité de ceux identifiés comme pertinents), 25 focus group discussions dans un total de 24 Villages répartis sur les 4 départements cibles. Le choix des villages s'est réalisé conjointement avec les Comités locaux du Croissant Rouge mauritanien et les autorités locales (préfet et maires) en se souciant de couvrir la majorité des communes, d'avoir un échantillon représentatif selon les moyens d'existence (zone agropastorale et zone pluviale), la taille de la population et le niveau de vulnérabilité.

En utilisant les smartphones les équipes ont mené 240 enquêtes ménages à raison de 10 ménages par villages dans les 24 villages visités par la mission, en plus de 50 enquêtes à commerçants au niveau de 10 marchés locaux visités.

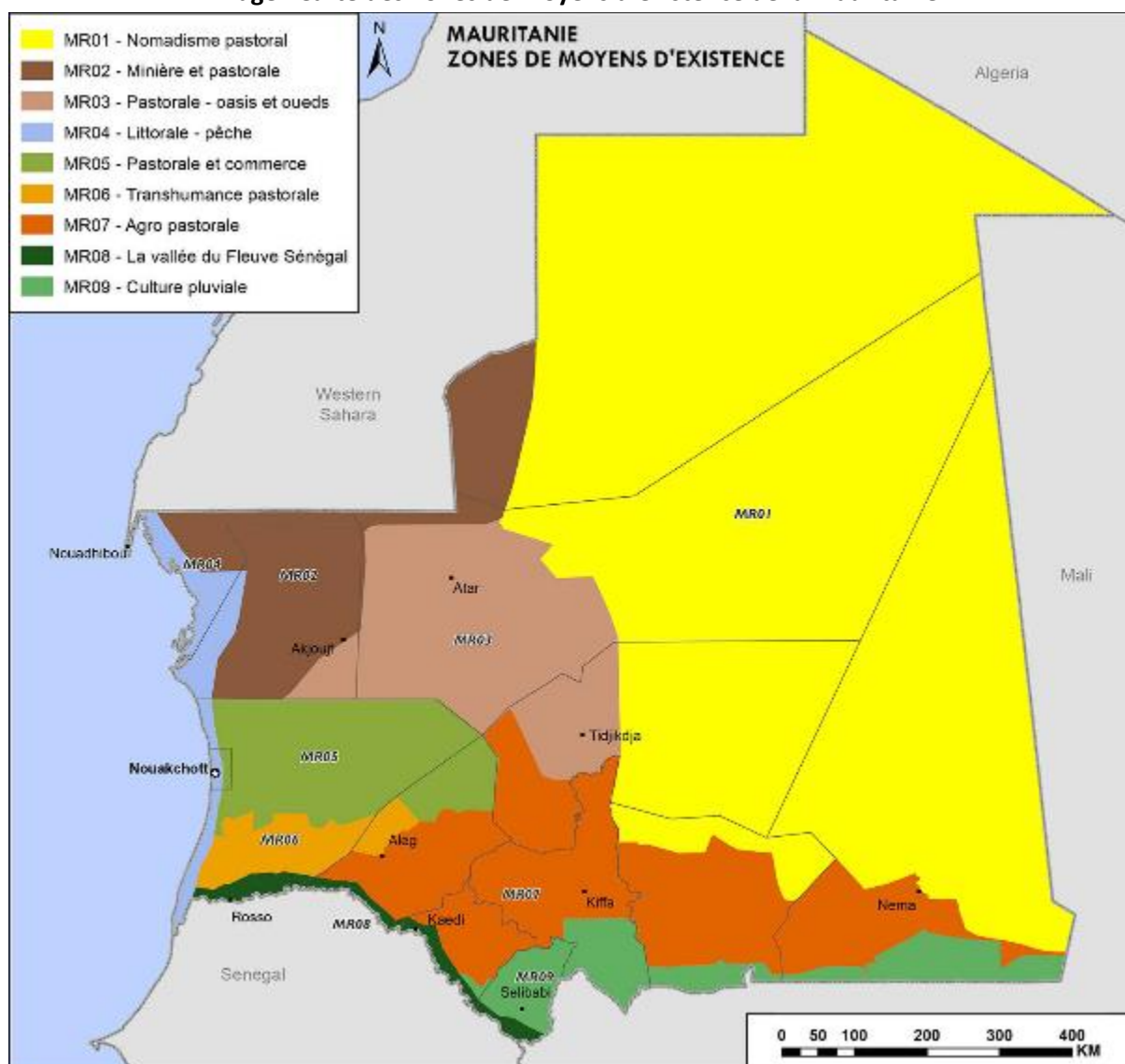
La mission a pu organiser des entretiens avec 40 acteurs clés, représenté comme suit :

Département	Commune	Villages	Nb de FGD	Acteurs clés rencontrés	Nb enquêtes
Barkéol	Barkéol	Barkéol	6	Chefs de village, Maires (6), Préfet, Commerçants de denrées alimentaires, Commerçants de bétail, Représentant du Ministère de l'agriculture, Représentant du Ministère de l'élevage, Représentant CSA, Médecin chef	67
		Lekhdhar			
	Gueleir	Zeleiuge			
	Ghabra	Odey Enes			
	Boulehrath	Choumble			
	Degvague	Disky			
R'dheidhia	Lehneikatt				
Moudjeria	Nbeika	Nbeika	6	Chefs de village (6), Maires (3), Préfet, Commerçants de denrées alimentaires, Commerçants de bétail, Représentant du Ministère de l'agriculture, Représentant du Ministère de l'élevage, Représentant CSA, Médecin chef	71
		Belingar			
	Lekhdeima				
	Lekreyaa				
Soudoud / achram	Khmeit				
Moudjeria	Modjeria Ville				
		Adlet emteiriha			
Ould yenje	Leabouly	Teybat	6	Chefs de village, Maires (6), Préfet, Commerçants de denrées alimentaires, Commerçants de bétail, Représentant du Ministère de l'agriculture, Représentant du Ministère de l'élevage, Représentant CSA, Médecin chef	61
		Saydou hel sidi			
	Laweinatt	Aweynet seder			
	Lahraj	Korke			
Dafor	Owden levras				
		Garva hel jilany			
Mbout	Mbout	Ndoul	6	Chefs de village, Maires (6), Préfet, Commerçants de denrées alimentaires, Commerçants de bétail, Représentant du Ministère de l'agriculture, Représentant du Ministère de l'élevage, Représentant CSA, Médecin chef	60
		Debay mbout			
	Foum legleitita	Kowb hel javar			
		Kowb hel jay			
Ndjabina	Ndjabina chorfa				
		Bothiek hel yemani			
Total			24		259

4. Profil des moyens d'existence dans les zones concernées par l'évaluation

Les départements de Moudjéria, Barkeol et Mbout font partie de la zone de moyen d'existence agropastorale MR07, Les activités des communautés de la zone sont essentiellement concentrées autour de l'agriculture et l'élevage. Ces activités occupent quasiment tous les ménages dans la zone. Le département de Ould Yenje (dans la région de Guidimagha) quant à lui est dans la zone MR09 ou l'agriculture pluviale domine.

Image : Carte des Zones de Moyens d'existence de la Mauritanie



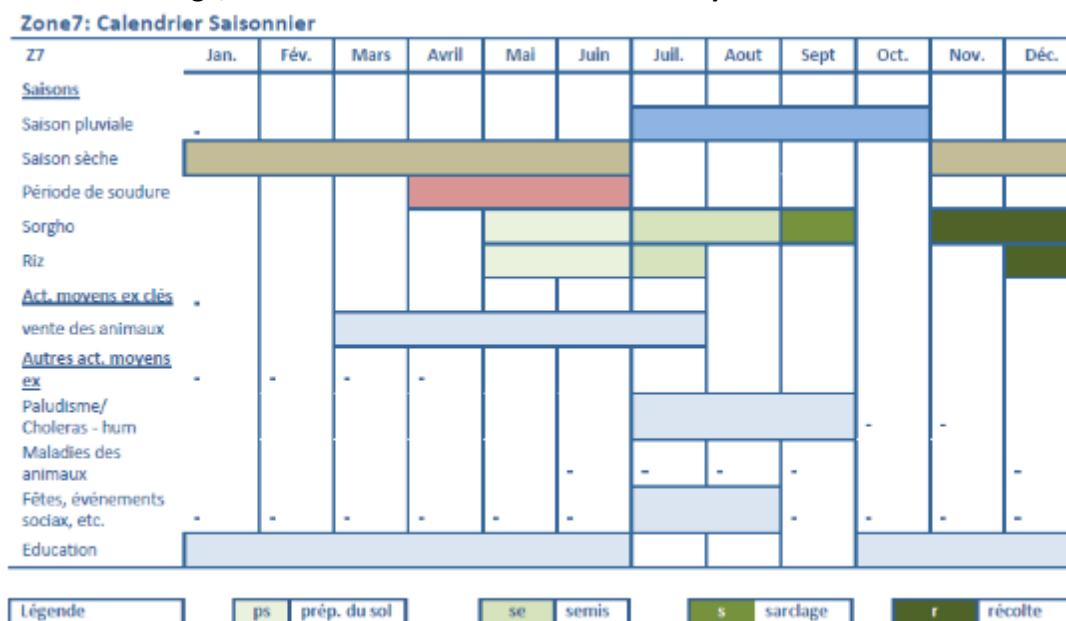
Les revenus des communautés agropastorales MR07 proviennent principalement de la vente du bétail, de la production agricole, de la vente de leur force de travail sur place ou dans la migration saisonnière. L'agriculture pluviale est la plus répandue dans la zone et peu rentable avec les sécheresses récurrentes (presque chaque 2 ans). Cependant on y rencontre dans la zone quelques aménagements hydro-agricoles, comme le barrage de Voum Gleita (département de Mbout) et des cultures de décrue dans les bas-fonds. Au niveau des aménagements hydro-agricoles, l'insuffisance d'entretien des

canaux d'irrigation, le manque de connaissances sur les techniques agricoles améliorées et la pauvreté des sols contribuent à la baisse du rendement pour ces types de culture.

La dépendance à l'agriculture ou à l'élevage varie d'un village à l'autre, alors qu'au niveau de plusieurs villages, les ménages dépendent de l'agriculture (tels que Oudeye Nesse, Disky et Rdh'Eidhia au Barkeol et Voum Gleita à Mbout), on peut constater que dans d'autres villages les ménages dépendent uniquement de l'élevage (Ouden Levrass et El Garva à Ould Yenge). Il faut noter aussi que pour l'alimentation du bétail, les ménages les laissent en pâture ou bien depuis les 5 dernières années la dépendance est plus forte aux pailles et résidus des céréales récoltées (riz, sorgho, maïs, niébé) du fait de la diminution des pâturages disponible

Le climat de la zone agropastorale est marqué par l'alternance d'une saison de pluie de 3 mois (juillet à septembre) et d'une longue saison sèche de 9 mois, qui est froide de novembre à février avec de basses températures (15° - 27°) et chaude de mars à juin avec de fortes températures (32° - 46°). La moyenne pluviométrique varie entre 250 – 350 mm/an⁶ (voir calendrier typique ci-dessous).

Image, Calendrier saisonnier de la Zone de Moyens d'Existence MR09



Les spéculations dominantes sont : le maïs, le niébé, la pastèque graine. Les palmiers dattiers et la production maraîchère, particulièrement sous palmiers (oignons, tomates, Navet, gombos, etc.) contribuent également aux besoins alimentaires des ménages. L'agriculture dans la zone souffre d'un encadrement inadéquat et irrégulier des producteurs, du manque d'organisation des producteurs, des sécheresses récurrentes, de la divagation des animaux, des dégâts des déprédateurs et du manque de transformation et de conditionnement de la production. L'élevage est essentiellement transhumant dominé par les bovins, ovins et les caprins, à l'exception du département de Moudjéria où les ménages disposent de peu des bovins. La possession de l'ensemble de ces espèces est synonyme de richesse dans la zone surtout celle de bovins. La sécheresse, la rareté des points d'eau pendant la saison sèche

⁶ Source Profil HEA 2014

(qui a commencé cette année à partir de Janvier voire même Décembre dans certaines localités), obligeant les éleveurs à une transhumance précoce, plus précisément les gros éleveurs. Certaines localités (Achram, à Moudjéria, Lebheir, à Barkeol, etc.) sont en général des zones de transit des animaux pour la transhumance, depuis le nord du pays vers le sud (Gorgol, Guidimagha) ou l'Est (Assaba). Les sécheresses récurrentes et les épizooties (maladies animales) constituent les principales contraintes pour l'élevage dans la zone.

Le département de Ould Yenge (Guidimagha) fait partie de la zone de moyen d'existence pluviale (MR09). Même si la zone n'est pas à l'abri de la pénurie pluviale, voire même de la sécheresse, les pluies sont généralement moins irrégulières d'une année à l'autre que plus au nord, quoi qu'elles puissent toutefois beaucoup varier. Le volume de pluviosité favorise normalement une culture céréalière extensive, sans dépendre de dépressions humides, et c'est ce qui fait que cette zone est essentiellement agricole et différente de la zone agropastorale au nord. Dans nombre de villages, un barrage permet également d'avoir une seconde saison limitée pour compléter les récoltes principales, et dans ce cas, la période des récoltes est relativement longue et peut s'étendre d'octobre à février.

Dans les années normales, la zone est autonome en céréales, mais cela ne veut pas dire que tous les ménages ont ce qu'il leur faut : un grand nombre de ménages pauvres n'ont pas suffisamment de terres et n'ont pas de bonnes récoltes pour se nourrir, même la moitié de l'année.

Les principales activités socioéconomiques dans la zone de culture pluviale sont dominées par l'agriculture et l'élevage. L'agriculture, principale activité économique de la zone, est dominée par la culture de diéri (culture sous pluie) et s'articule autour de la production de céréales essentiellement le sorgho et le mil. L'élevage qui est la deuxième activité économique est de type semi extensif. Le cheptel composé de bovins et de petits ruminants.

CAPITAUX DE MOYENS D'EXISTENCE - AGRICULTEURS	CAPITAUX DE MOYENS D'EXISTENCE - ELEVEURS
<ul style="list-style-type: none"> • Capital naturel : terre argilo sableuse, eau du sous-sol et des pluies • Capital physique : semences, outils rudimentaires, puits, protection ou grillage parfois autour des zones de culture, digue, barrage, espaces de stockage limités • Capital humain : connaissances agricoles de base • Capital social : existence parfois de coopérative réunissant plusieurs villages, cultures communautaires • Capital financier : peu de ressources pour moderniser les techniques, pas d'accès aux 	<ul style="list-style-type: none"> • Capital naturel : les zones de pâturages, eau • Capital physique : aliment bétail, espace de stockage pour le fourrage, caprins, ovins, bovins et camelins, volailles (à moindre mesure), enclos pour animaux, intrants vétérinaires, transport rudimentaire • Capital humain : connaissances élevage de base (parcours de transhumance) • Capital social : association d'éleveurs • Capital financier : peu de ressources pour moderniser les techniques, pas d'accès aux crédits, revenus issus de la vente de produit animal.

crédits, revenus issus de la vente de produits agricoles.	
<p>CHOCS</p> <p>Les agriculteurs et éleveurs de cette zone sont confrontés aux aléas climatiques tels que les sécheresses. Les acteurs rencontrés ont mentionné que des déficits pluviométriques sont enregistrés depuis deux années et que la dernière année ayant permis d’avoir de bons rendements dans le secteur de l’agriculture et de l’élevage est 2016 (année de référence). Les deux dernières années ont eu des résultats limités provoquant ainsi une dégradation du niveau de vie des ménages de la zone depuis deux ans, notamment en termes de sécurité alimentaire et nutrition. A ceci, il faut rajouter certains chocs limitants d’autant plus les productions comme la présence des ennemis des cultures, des feux de brousse⁷.</p>	
<p>STRUCTURES D’APPUI AUX MOYENS D’EXISTENCE</p> <p>Il existe différents plans nationaux qui viennent en soutien aux populations agropastorales. Autant agriculteurs qu’éleveurs reçoivent l’appui du Ministère de l’Agriculture et du Ministère de l’Elevage : appui technique, distribution d’intrants agricoles et d’élevage, vaccination animale, aide à la réalisation de barrage. L’Etat mauritanien, avec l’appui de l’Union européenne, a élaboré un Plan National de Développement Agricole qui a débouché sur plusieurs programmes visant à renforcer la résilience des agriculteurs et éleveurs face à l’insécurité alimentaire. Cependant ces vastes plans n’atteignent pas ou très peu les zones les plus reculés ainsi que les plus vulnérables qui disposent de peu de ressources ou qui ne sont pas forcément informés, ce qui est le cas dans de nombreux villages de la zone évaluée. Ainsi, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) soutient chaque année les ménages en situation ou risque d’insécurité alimentaire à travers notamment des distributions inconditionnelles de denrées alimentaires. Et enfin, certaines organisations humanitaires sont présentes et agissent conjointement avec les autorités afin de protéger et/ou renforcer les moyens d’existence : FAO, ACF, Oxfam, PAM, Save The Children principalement et la CRF qui travaille en partenariat avec le CRM en Mauritanie depuis 2001⁸.</p>	

⁷ “Les ennemis de culture ont été observés, à des degrés variables, au niveau de la quasi-totalité de la zone agropastorale de la Mauritanie. On note la présence de cantharides et de sautereaux en Assaba, sauteriaux et oiseaux granivores au Guidimagha et au Brakna”. Source : « Rapport de la RIM dans la Concertation régionale sur les perspectives agricoles et alimentaires au sahel et en Afrique de l’Ouest », Novembre 2018.

Nous ne disposons pas des chiffres précises des dégâts de ce type de chocs.

⁸ Dans le point « 6. Interventions du Gouvernement et des Acteurs Humanitaires », dans ce document, il y a inclus un tableau avec le positionnement prévu des acteurs pour la réponse à la situation d’insécurité alimentaire du 2020.

Ce tableau montre l’environnement général des structures d’appui aux moyens d’existence au niveau national, pour donner une idée sur les opportunités que les populations peuvent bénéficier éventuellement

Malheureusement même ces plans d'assistance restent limités et ne couvrent pas la totalité des populations en besoin car ils dépendent toujours de financement externe. Néanmoins ce sont là des opportunités sur lesquelles pouvoir s'appuyer pour de futurs plans de développement.

MARCHES

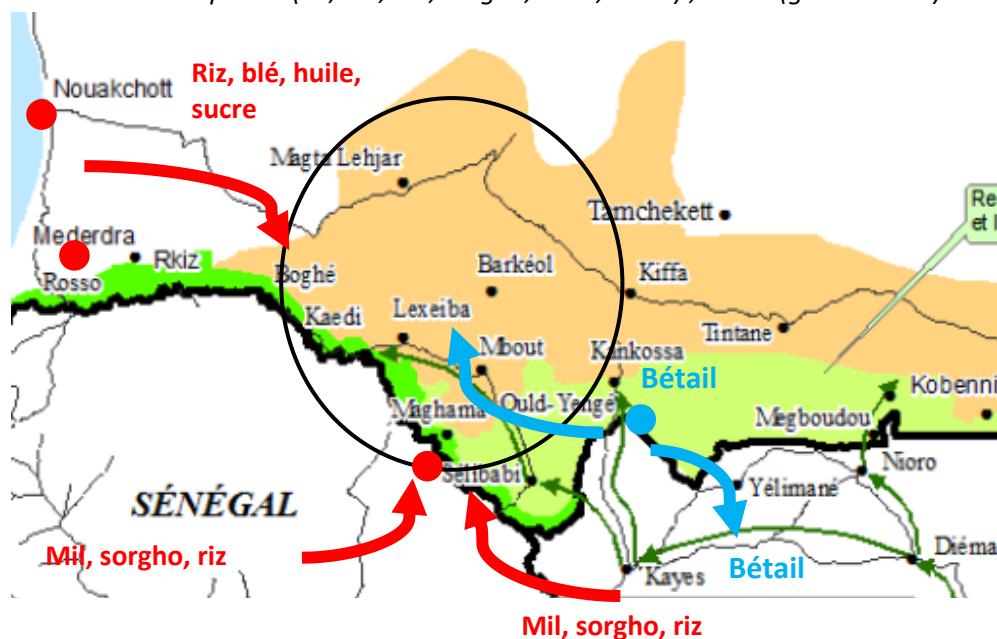
Les réseaux des marchés dans la zone agropastorale de la Mauritanie possèdent une couverture relativement bonne.

Les centres urbains et semi urbains de la zone d'évaluation (Moudjéria, Nbeika, Achram Barkéol, Mbout et Ould Yenge) par lesquels les grandes routes passent sont ravitaillés sans difficulté par les autres villes du pays (Nouakchott, Rosso, Sélibabi) pour les produits importés généralement d'Europe et d'Asie (blé et riz), et aussi des pays voisins (riz, sorgho, mil) ; mais également par les centres urbains secondaires ou villages (Nbeika, Achram, Ghabra, Boulahrath, Voum Guleit, Ouden Levrass et Leabouli).

Les villages plus retirés accèdent aux marchés desservis par les détaillants au niveau des grands et moyens villages et directement par les villageois au niveau des petits villages.

Cartes des flux des produits alimentaires et du bétail (Source : WFP)

Aliments importés (riz, blé, mil, sorgho, huile, sucre) ; Bétail (grand bétail)



5. Impact de la sécheresse sur la sécurité économique des ménages

5.1. Impact sur les capitaux de moyens d'existence

L'analyse des informations secondaires et primaires collectées par la mission dans les quatre départements fait ressortir les impacts négatifs suivants sur les capitaux de moyens d'existence⁹ :

- **Capital humain** : Risques d'augmentation de la malnutrition chez les enfants dépendant du lait de bétails : en année normale, la transhumance débute en avril-mai ce qui donne le temps aux ménages de profiter du lait du bétail avant d'entrer en période de soudure. La transhumance précoce va créer un manque à gagner en lait si précieux pour l'alimentation des enfants, d'où le risque d'accroissement de la malnutrition. La migration risque d'être augmentée par rapport aux années précédentes et par conséquent le manque de main d'œuvre dans les zones rurales.
- **Capital physique** : il ressort que les récoltes étaient très mauvaises, voire inexistantes dans certains cas. Cela va de soi que les stocks des producteurs sont pratiquement inexistantes avec un recours immédiat aux achats de denrées (70 % d'alimentation achetées au marché). L'évaluation montre aussi une diminution du cheptel soit par la vente massive des animaux ou par la perte des animaux à cause du manque de pâturage et ou des maladies (90 % des ménages ont déclaré une diminution de leurs animaux par rapport à l'année précédente). Également nous avons constaté le manque de semences et / ou la vente des outils agricoles (39 % des agriculteurs à Moudjéria ont cessé l'agriculture en 2019, au niveau des 4 départements 100% des agriculteurs ont des difficultés pour continuer leurs activités agricoles) et augmentation des prix d'aliment bétail.
- **Capital naturel** : le manque de pluies a eu un effet négatif sur les terres cultivables en mauvaises conditions (assèchement des terres), niveau peu élevé de remplissage des barrages. Par exemple dans la commune de Boulahrahe, dans la Moughataa de Barkéol, les barrages de vrekiké, et Ouedilemide ont un taux de remplissage nul (0%)¹⁰.

La réduction de la biomasse et donc de la superficie de pâturage (les poches de pâturages sont rares et celles existantes disparaissent rapidement car impliquent une concentration des troupeaux à la recherche d'alimentation). Il en résulte une transhumance précoce vers des pâturages très éloignés parfois hors du pays (vers le Sénégal et le Mali).

- **Capital social** : l'arrêt d'activités de coopératives agricoles féminines, séparation des membres des familles. En effet au niveau des villages visités 71% des ménages ont un ou plusieurs de ses membres qui ont migré soit en recherche de travail soit à Nouakchott ou autres grandes villes (55% des ménages) soit ailleurs (26% des ménages), également 22% des ménages ont des membres qui sont en train de faire transhumance. Certains villages n'abritent que des femmes, enfants et anciens.

Les activités des coopératives féminines travaillantes dans le maraichage sont quasiment inexistantes, notamment au niveau des villages affectés par un manque significatif d'eau (cas de Bilignar et Khmeit, au Moudjéria, ou depuis quelques années ont arrêté leur activité productive).

⁹ Sources : focus group discussion

¹⁰ Source: mission GTS Octobre 2019

- **Capital financier** : multiplication de dettes des ménages auprès des boutiquiers (en situation normale en février le taux d'endettement des ménages est 4%, maintenant en février 2020 l'endettement représente 11 % des dépenses des ménages). Faible source de revenus générée par l'emploi ou la vente de la production agricole et animale.

Structures et Processus :

Les marchés existants dans la zone sont souvent des marchés de denrées alimentaires, avec la présence des autres intrants et services, tels que les services vétérinaires, au niveau de certains marchés centraux dans les départements. La disponibilité alimentaire est bonne de manière générale, à l'exception de certains cas où l'approvisionnement est limité par l'enclavement des villages éloignés et la faible demande due au manque de revenus des populations rurales pauvres.

Les éleveurs ont des soucis par rapport à la disponibilité des aliments bétail au niveau des marchés et l'augmentation des prix. Le gouvernement à travers le CSA met à la disposition des stocks alimentaire dans les boutiques EMEL, pour les vendre à prix subventionnés. Les boutiques EMEL sont réparties dans toutes les communes mais ne couvrent pas la totalité des villages. Les boutiques EMEL représentent une composante de la réponse du gouvernement à la sécheresse depuis 2012, il s'agit de disponibiliser les produits alimentaires de base (riz, huile, sucre et pâtes alimentaire) à des prix subventionnés (réduction de 50% par rapport au marché local). Durant la crise de 2018, le gouvernement a mis en place une composante aliment bétails, ce qui n'est pas encore confirmé, pour 2020. Les services techniques de l'état tels que l'élevage et l'agriculture sont à la disponibilité des communautés en cas de maladies ou de risque sur les animaux et les cultures, cependant le taux de couverture en termes de personnels et moyens logistiques et matériels est très limité.

5.1.1. Détail du changement du capital naturel

Les photos ci-dessous, prises pendant l'évaluation montrent le niveau de sécheresse des sols cultivés en cette saison alors que les dernières pluies ont eu lieu en aout 2019 et les prochaines sont attendues pour juin – juillet 2020 en se référant aux années précédentes.

Images : Photos des villages de Disky à Barkéol et Bilignar au Moudjéria (Source : évaluation terrain CRM)



Village de Disky



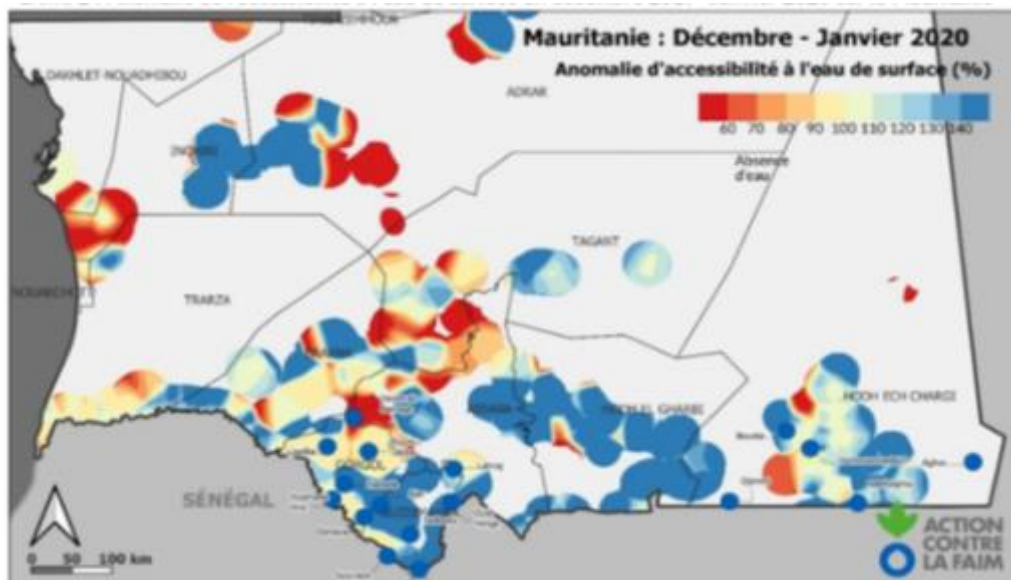
Faible développement de cultures dû à un manque d'eau au niveau du barrage de Bilignar au Moudjéria

Des images de surveillance par satellite issues du système de surveillance SIG¹¹ de ACF montrent une analyse comparative de la biomasse (à droite pour la Mauritanie dans la zone de Sangrave, région de Brakna, frontalière de l'Assaba) en septembre 2015 et à la même période en 2019. On voit clairement que la densité de biomasse a considérablement diminuée.

Les images ci-dessous issues du même système de surveillance pour le Sud de la Mauritanie montrent les anomalies d'accessibilité à l'eau entre en décembre 2019-janvier 2020¹², juste 2 mois après la fin de la saison des pluies. La zone des frontières entre les régions de Tagant, Assaba et Brakna accusent des déficits importants en eau de surface.



Image : anomalies d'accessibilité à l'eau de surface décembre 2019 -janvier 2020 (Source : ACF)



¹¹ SIG : système d'information géographique. Un SIG permet de visualiser et d'analyser des données géographiques de deux formats principaux : le format raster (images satellites, photographies aériennes, cartes scannées, etc.) et le format vecteur qui correspond à une simplification du monde réel en objets graphiques auxquels sont reliées des informations descriptives plus ou moins complexes. Le programme de surveillance pastorale SIG mis en place par ACF et ses partenaires s'appuie sur les données d'images satellites, des données fournies par des pasteurs/éleveurs ou sites sentinelles analysées à l'aide de logiciels qui mettront en évidence les anomalies de biomasse et de disponibilité en eau de surface.

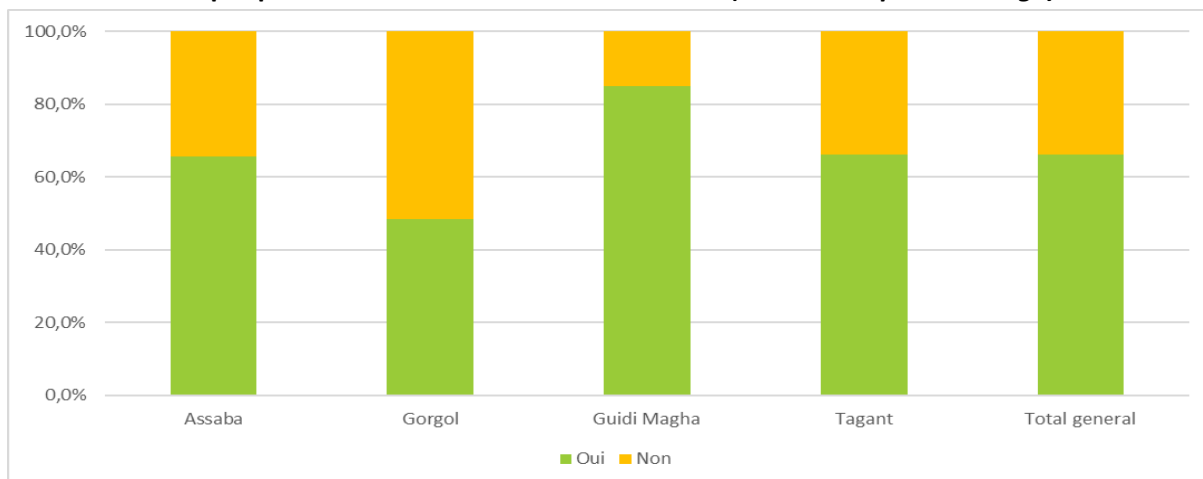
¹² Source : ACF- bulletin numéro 1 de surveillance pastorale en Mauritanie. Dec2019-janv2020

5.1.2. Détail du changement du capital physique

Changement de la possession de bétails et de la possession de terrain agricole

Au total 66.3% des ménages enquêtés possèdent du bétail, cependant la majorité d'entre eux ont déclaré avoir des petits ruminants (moutons, chèvres), plus précisément au niveau du Tagant ou les ménages s'adaptent avec un contexte de sécheresse dominant.

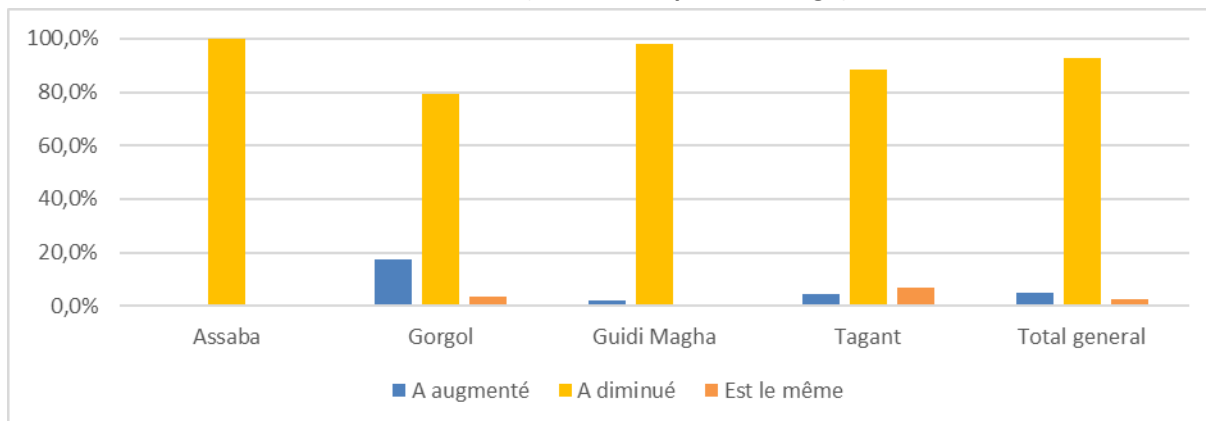
Graphique : Possession de bétail- février 2020 (Source : enquête ménage)



Petits ruminants du village de Barkéol Lekhdhar, Bétail de la commune de Lekreyea, Moudjéria Barkeol.

L'activité élevage n'est pas arrêtée, mais plus de 90% des ménages ont déclaré que, depuis l'année de référence en 2016, leur cheptel a été diminué pour plusieurs raisons : 82,7% disent que c'est par manque de pâturage et d'eau à cause de la sécheresse, 50.7% disent qu'ils ont vendu massivement et 30,7% citent les maladies. Néanmoins la mission n'a pas pu avoir des chiffres de cette diminution par rapport au nombre de têtes de bétail qu'ils possédaient auparavant.

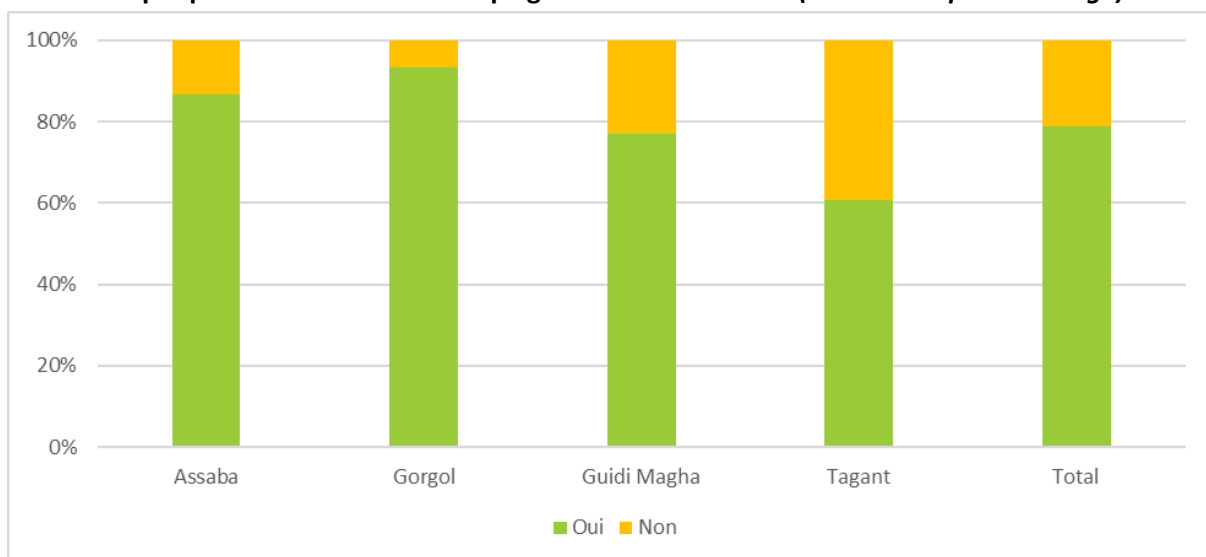
Graphique : Changement sur la possession de bétail entre février 2016 (année de référence) et février 2020 (Source : enquête ménage)



Par rapport à la possession de terres de culture vivrière et de maraîchage, l'enquête ménage constate que 78.8% des ménages disposent de champs et 34% de terrain pour faire la culture maraichage.

	Assaba	Gorgol	Guidi Magha	Tagant	Total
Possession de champ (culture vivrière)	86,6%	93,3%	77,0%	60,6%	78,8%
Possession de terrain pour faire de maraichage	58,6%	25,0%	6,4%	42,0%	34,1%

Graphique : Possession de champ agricole -Février 2020-. (Source : enquête ménage)



Bien que plus 78,8% des ménages ont des terrains agricoles, la mission a constaté : 1) le manque d'entretien et d'application de bonnes pratiques agricoles, comme observé par exemple à Lekreyea en Moudjéria, ou 2) que 90 % des agricultures en 2019 ont eu des difficultés à cause de manque d'eau, ennemis et divagation des animaux.

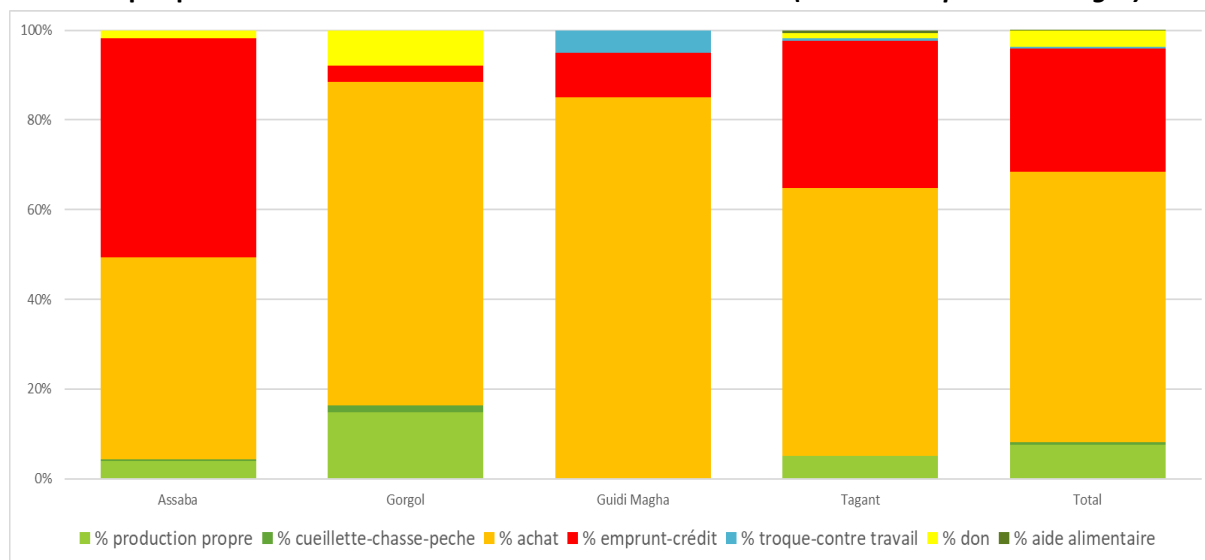
5.2. Impact de la sécheresse sur les sources d'alimentation et de revenu des ménages

5.2.1. Sources d'alimentation

En général, les ménages sont dépendants de leur propre production de sorgho, de mil et de maïs, même s'ils achètent le complément sur la place du marché surtout pendant la soudure (de juin à septembre). Bien que limités en termes de technicité, les efforts de production permettraient néanmoins de couvrir une bonne partie des besoins alimentaires des ménages, malgré le contexte agro-pédologique¹³ difficile (sol en dégradation, souche à faible productivité, etc.).

Cette année les ménages consomment moins les produits locaux (sorgho, maïs et niébé). La faible production agricole (qui par ailleurs a été utilisée pour la vente et l'autoconsommations) et la non disponibilité de ces produits locaux dans les marchés obligent les ménages à se procurer des denrées alimentaires importées (riz et blé) à travers l'achat par emprunt pour les ménages très pauvres (TP), ce qui les endette encore plus, ou en espèce pour les ménages aisés.

Graphique : Sources d'alimentation actuelles-février 2020 (Source : enquêtes ménages)



Selon les résultats de l'enquête ménage 87.8% des aliments consommés actuellement par les ménages sont achetés dans les marchés soit en espèces pour certains ménages soit à crédit (emprunt) pour d'autres groupes (pauvres et très pauvres principalement). Il faut noter que pour les zones évaluées dans le Guidimagha, 95% de la nourriture est obtenue à l'achat sur les marchés ou en crédit et que 5% suite à un échange contre travail.

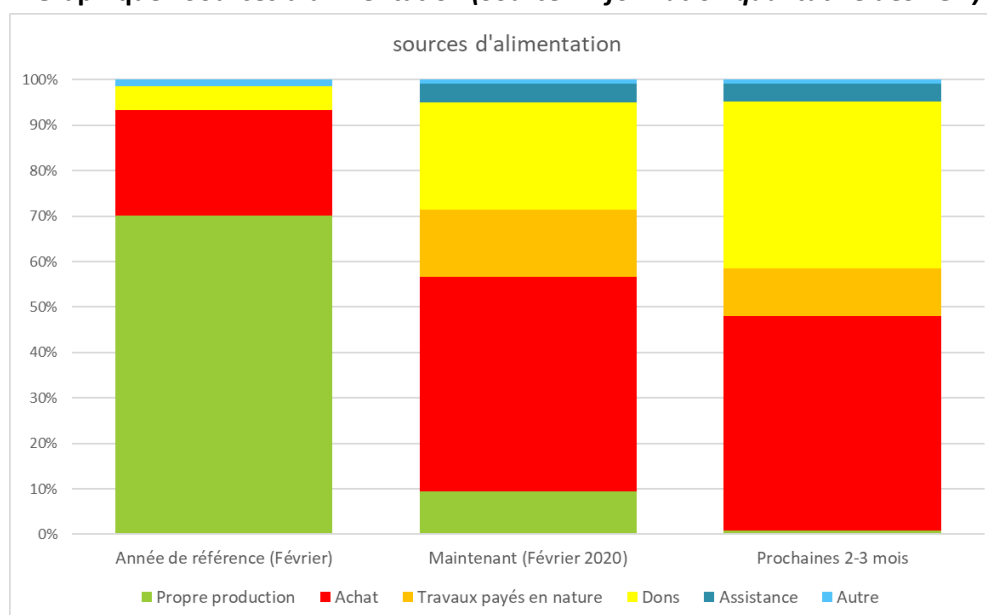
Sources Aliments (fev. 2020)	Assaba	Gorgol	Guidi Magha	Tagant	Total
Achat	44,9	72,2	85,0	59,7	60,3
Emprunt-crédit	48,9	3,6	10,0	32,8	27,5

¹³ Zone Agro-pédologique : Zone homogène caractérisée par les propriétés physiques, chimiques et biologiques du sol en lien avec sa fertilité et son potentiel agronomique.

Sources Aliments (fev. 2020)	Assaba	Gorgol	Guidi Magha	Tagant	Total
Production propre	4,0	14,8	0,0	5,1	7,5
Don	1,9	7,9	0,0	1,3	3,5
Cueillette-chasse-pêche	0,4	1,5	0,0	0,0	0,6
Troc-contre travail	0,0	0,0	5,0	0,6	0,5
Aide alimentaire	0,0	0,0	0,0	0,6	0,2

Le graphique suivant¹⁴ montre la comparaison des sources d'alimentation au mois février 2020 par rapport à la même période de l'année de référence (soit février 2016), ainsi que la situation projetée (dans les prochains 2-3 mois).

Graphique : Sources d'alimentation (Source : information qualitative des FGD)



Dans les résultats de l'analyse des FGD, on constate qu'en année de référence, soit février 2016, 70% des ménages dépendaient de leur propre production comme principale source d'alimentation, alors qu'en février 2020 ils ne sont plus que 9.4%. Ceci est un changement majeur à noter dans le modèle d'alimentation de ces communautés.

Dans les 2 à 3 prochains mois, plus aucun ménage ne s'alimentera avec sa propre production (épuisement des stocks) et dépendra principalement des achats (en espèces ou à crédit) pour 47% d'entre eux et des dons et assistance pour 37 % ; ce qui laisse présager de grosses difficultés pour les ménages pauvres (P) et très pauvres (TP) qui disposent de peu de revenus et qui sont aussi déjà endettés.

¹⁴ Source : groupes de discussions (FGD), Il faut noter que dans les FGD l'option « achat des aliments » mentionné par les ménages inclut la quantité achetée en espèces et celle achetée à crédit. Également les données montrées sont moins précises que celles provenant des enquêtes ménages, mais par contre nous permettent de faire l'analyse de la comparaison entre les trois périodes d'analyse (maintenant -février 2020, la même période de l'année de référence, et la projection d'ici à 2-3 mois).

D'après les informations qualitatives obtenues des entretiens et les FGD, les ménages feront recours de plus en plus à l'achat à crédit pour combler le gap dû à l'épuisement des stocks alimentaire et le faible revenu causé par l'impact négatif de la sécheresse sur leurs moyens d'existence.

Images : Collecte d'information à travers des FGD (Barkéol. Lakwar, 9 février 2020)



Information sur les sources d'alimentation (pour l'année de référence 2016)



Information sur les sources d'alimentation (pour la période courante)

Volontaire du CRM en train de faciliter l'exercice d'empilement proportionnel.

FGD dans la communauté de Barkéol. Lakwar (9 février 2020)



5.2.2. Stocks alimentaires des ménages

Dans la situation normale de l'année de référence (2016) à la même période que la présente évaluation, 75% des ménages disposaient encore des stocks alimentaires pour couvrir leurs besoins jusque mars/avril voir même jusque mai/juin pour les plus nantis, tandis que cette année 60% des ménages n'ont plus rien dans leurs stocks actuellement en Février 2020, et 9% auront leurs stocks épuisés à la fin du mois. Quant au 30% des ménages, notamment nantis (N) et moyens (M), ayant pu récolter cette année, leur stock sera épuisé dans environ 2 mois (seulement 6% d'entre eux disposeront de stock après deux mois), alors même au cœur de la saison de soudure pastorale. La zone évaluée de l'Assaba est la plus impactée.

Graphique : Disponibilité de stock alimentaire l'année de référence-février 2016
 (Source : enquêtes ménages)

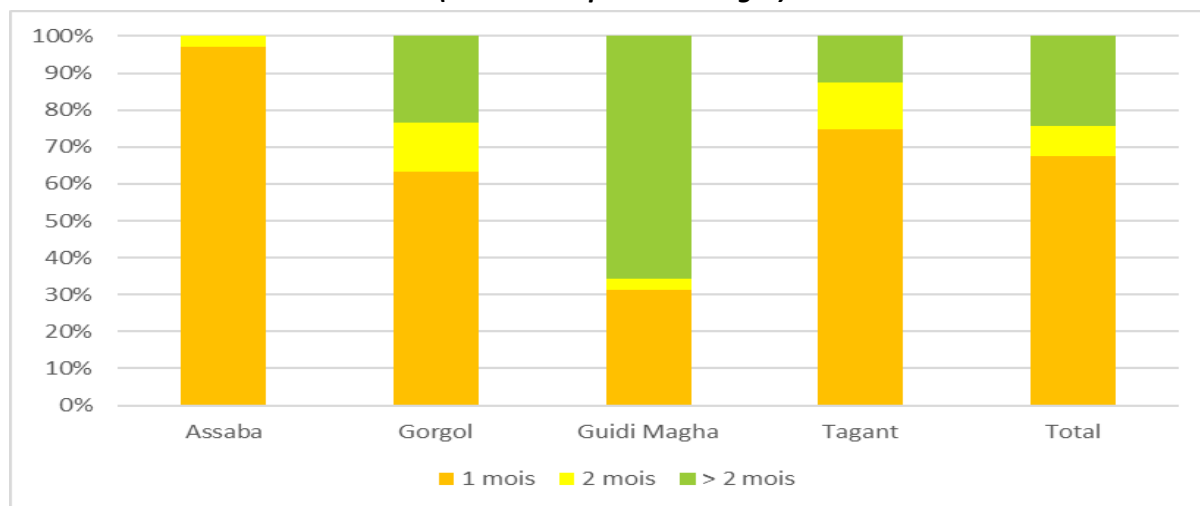
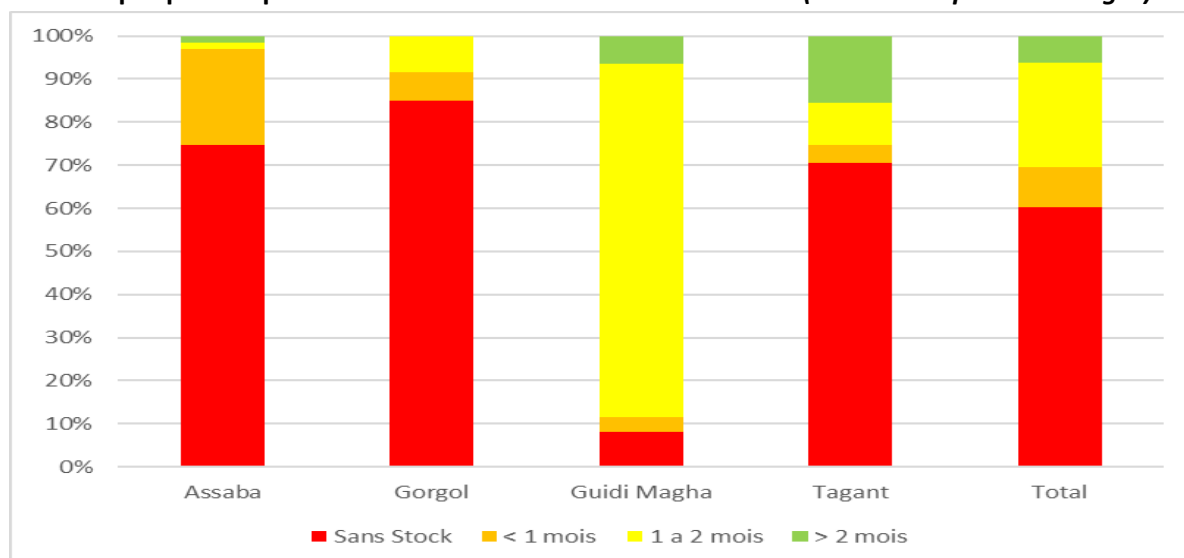


Tableau : Comparaison disponibilité de stock alimentaires en 2016 et 2020
 (Source : enquêtes ménage)

	Sans Stock	1 mois	2 mois	> 2 mois
Année de référence	0%	68%	8%	24%
Février 2020	60%	9%	24%	6%

Graphique : Disponibilité des stock alimentaires à fév. 2020 (Source : enquêtes ménages)



Les résultats relativement positifs au niveau de Ould Yenge (Guidi Magha), s'expliquent par le fait que les ménages de cette zone ont reçu une assistance alimentaire suite aux inondations de 2019, en plus de cela s'ajoute la bonne pluviométrie, qui a permis un bon taux de remplissage des barrages et par la suite une production moyennement acceptable aussi pendant la période contre-saison.

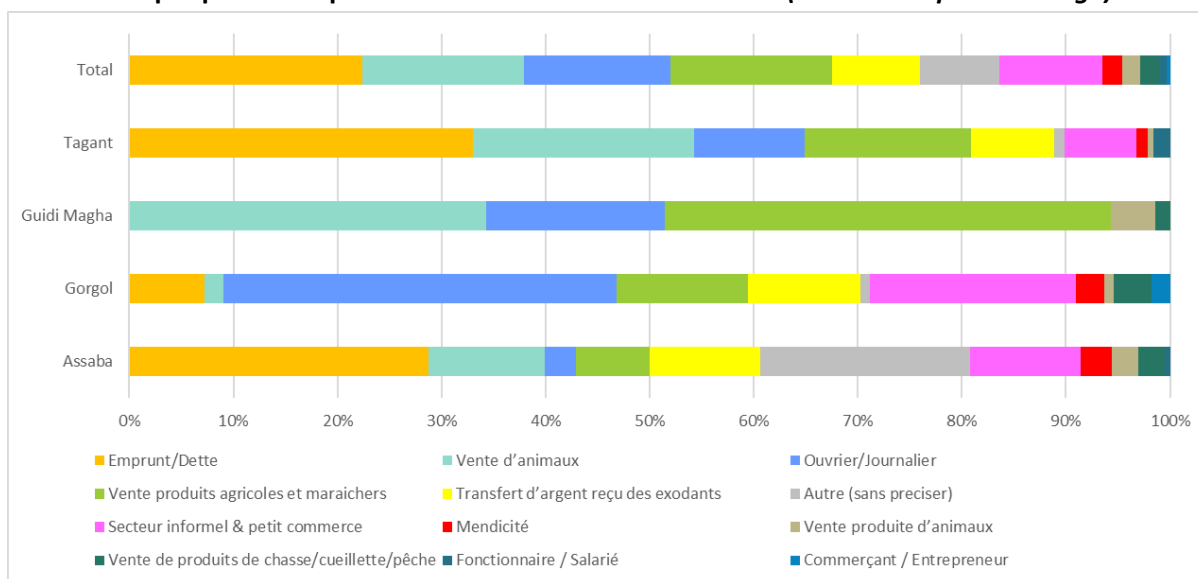
5.2.3. Sources de revenu

Dans l'ensemble des villages visités les principales sources de revenus en situation normale sont : la vente de récolte agricole et la vente des animaux. Néanmoins certains villages dépendent de l'élevage plus que l'agriculture, cela ne change rien en termes de vulnérabilité aux crises alimentaires car les petits éleveurs utilisent les produits agricoles comme aliment bétail et étant donné que le pâturage est devenu de plus en plus déficitaire voire inexistant depuis quelques années.

Aujourd'hui les principales sources de revenus des ménages¹⁵ sont : l'emprunt (49%), la vente des animaux (34%), la petite production agricole et maraîchère (34%), et le travail journalier (31%). Cette information contraste par rapport à l'année de référence (2016), où les sources principales étaient, la vente de produits agricoles et maraîchers (64%) et la vente d'animaux (41%). Cette différence s'explique par le faible rendement agricole de la campagne 2019 dû au déficit pluviométrique et la mauvaise répartition spatio temporelle des pluies.

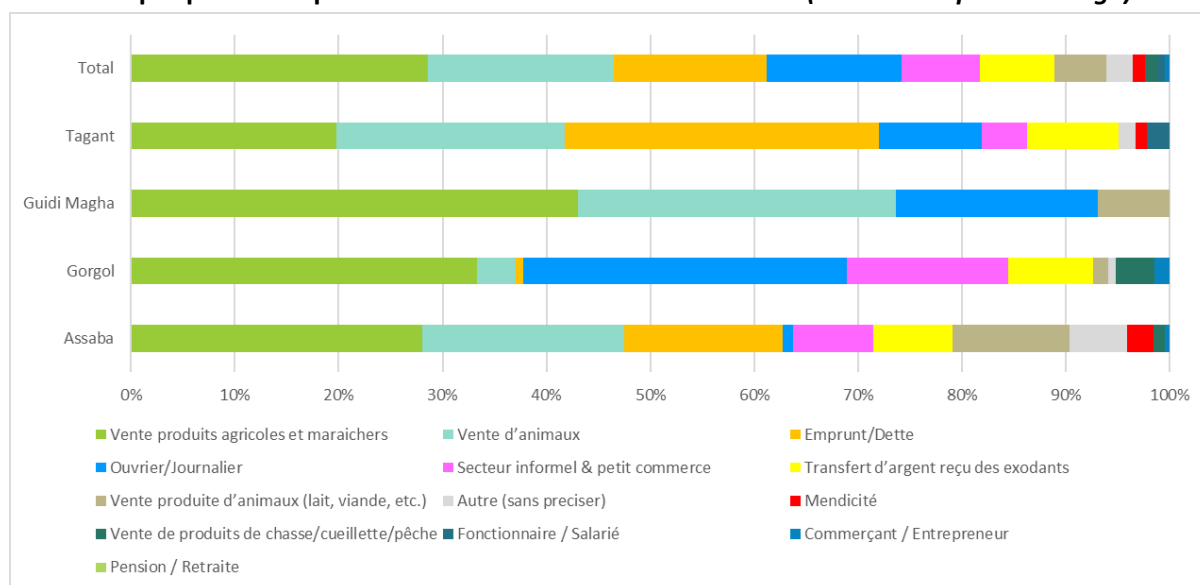
L'emprunt et le travail journalier sont donc de plus en plus un recours pour les ménages, surtout les pauvres (P) et très pauvres (TP).

Graphique : Principales sources de revenus à fév. 2020. (Source : enquête ménage)



¹⁵ Source : Enquêtes ménage. Question : Actuellement, quelles sont les trois principales sources de revenus de votre ménage ?

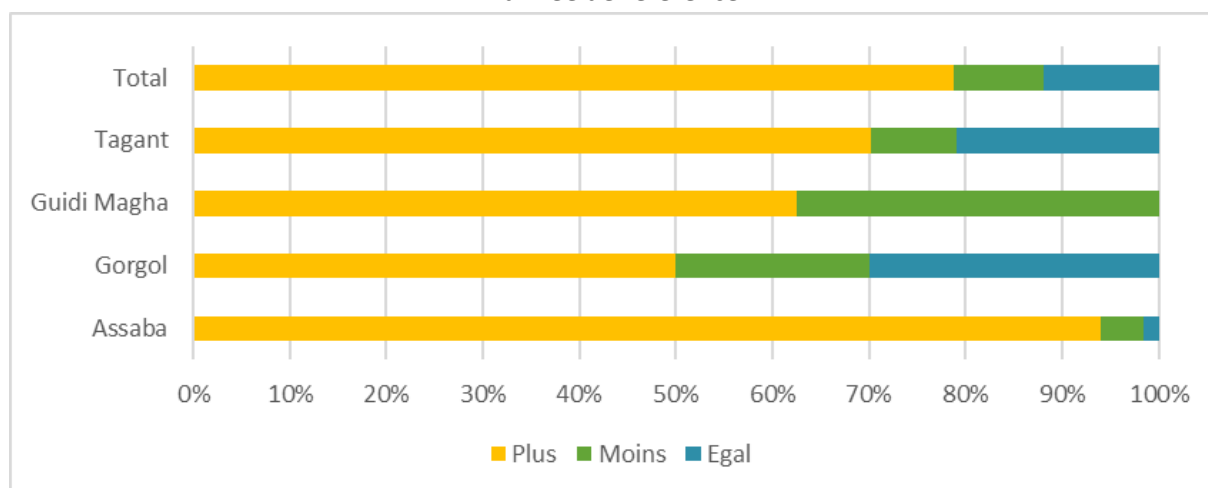
Graphique : Principales sources de revenus à février 2016. (Source : enquête ménage)



Sur l'augmentation du recours au crédit et à l'emprunt¹⁶, 78% des ménages enquêtés indiquent qu'ils ont augmenté le recours à cette stratégie pour couvrir leurs besoins essentiels, comme identifié aussi dans l'analyse des sources d'alimentation. Cette augmentation s'observe principalement dans les villages de Assaba et Tagant.

Ce résultat est aligné avec le pourcentage de ménages (84%) qui déclare que leurs sources de revenus sont diminuées par rapport à l'année normale (année de référence)¹⁷.

Graphique : Comparaison de l'utilisation de l'emprunt ou crédit en février 2020 par rapport à l'année de référence

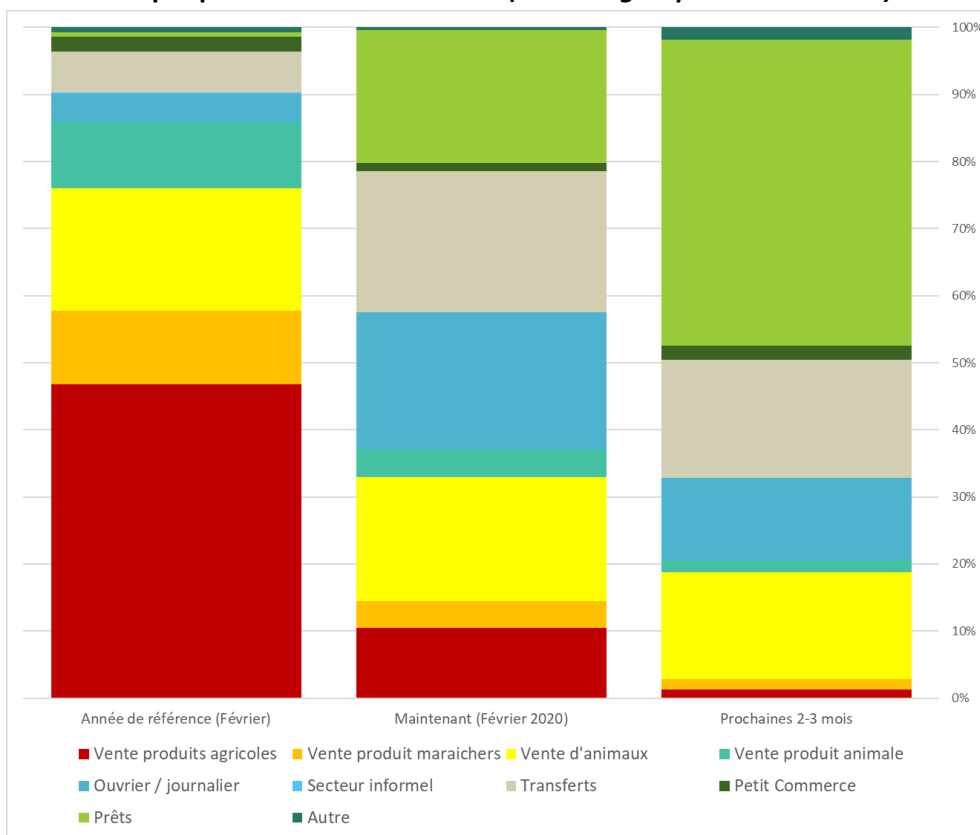


¹⁶ Source : enquêtes ménage. Question : En ce moment et par rapport à une année normale nous avons recours au crédit et à l'emprunt ?

¹⁷ Source : enquêtes ménage. Question : En comparant maintenant à une année normale, comment les revenus ont changé ?

Ces mêmes résultats s’observent au graphique suivant obtenue à travers des groupes de discussion dans les villages évalués¹⁸ Ce graphique montre effectivement, le recours à l’emprunt (prêts) pour la population qui augmente de 1% à 20% entre l’année de référence 2016 a la même période et maintenant (février 2020). De même nous observons que la vente de produits agricoles et de produits maraîchers a beaucoup diminué passant respectivement de de 47% en 2016 à 10% en 2020 et de 11% en 2016 à 4% en 2020. Par ailleurs on note une ‘augmentation de la dépendance aux s transferts issus de la migration (de 6% en 2016 à 21% en 2020 et des travaux journaliers (de 4% à 20%).

Graphique : Sources de revenus. (Source : groupes de discussion)



Les ménages très pauvres (TP) et pauvres (P) dépendent des petites parcelles de culture sous pluie et du petit élevage de case (de 2 à 5 chèvres), ces ménages dépendent de plus en plus des membres ayant quitté les villages en recherche de travail dans les grandes villes, tandis que les ménages moyens (M) et nantis (N) dépendent en général de l’élevage mais cette activité a été affectée par la sécheresse depuis quelques années. Plusieurs ménages au Tagant, par exemple, ont cessé l’élevage des bovins¹⁹ soit par un déstockage pour sauver les petits ruminants (et pouvoir continuer à leur acheter les

¹⁸ Source : FGD, en utilisant, principalement, empilement proportionnel. Ces informations donnent une information moins précise (en valeur numérique), mais évidence le changement dans l’importance (en termes monétaires) de chaque une des sources de revenus, dans les trois périodes d’analyse.

¹⁹ À Belingar (Moudjéria) la communauté déclare qu’environ 60% des ménages ont cessé cette activité depuis 2016-2017. Source : FGD.

aliments bétails) ou alors liquider les bovins pour éviter leurs pertes à cause de manque de pâturage et le prix élevé d'aliment à bétail. Ces ménages dépendent actuellement de plus en plus du secteur informel et du transfert d'argent par les membres des familles ayant quitté les villages en recherche de travail.

Dans la période projetée (d'ici 2-3 mois), la vente de produits agricoles et maraîchers aura complètement disparu (les stocks seront déjà épuisés). Par rapport à la vente d'animaux, il est à noter cependant que pour cette source de revenus, on note une baisse légère seulement entre l'année de référence 2016, actuellement et en situation projetée dans 2 à 3 mois. Cela est dû d'une part au fait que l'agriculture est la principale source de revenu des ménages dans la zone d'évaluation (58%)²⁰, mais aussi dû au fait les groupes socio-économiques les plus vulnérables n'ont que quelques têtes (2 à 5) de petits ruminants, qui sont normalement une source d'épargne, qu'ils utilisent (vendent) au fur et à mesure que la situation s'aggrave, et qu'ils essayent à préserver comme le plus possible, l'attachement culturel au bétail joue aussi un rôle important

Bien que la vente des animaux est liée à la situation d'embonpoint des animaux qui est fragilisé par le manque de pâturage et la situation sanitaire du cheptel, en période projetée (soudure 2020) la situation d'embonpoint des animaux se dégradera d'avantage et par conséquent les sources de revenu seront limitées et les ménages dépendront des petits transferts des parents dans les autres villes ou l'endettement chez les boutiquiers.

En résumé, l'agriculture qui est la principale source de revenu des ménages dans la zone est très affectée cette année, par conséquent les ménages font recours de plus en plus aux emprunts pour combler le gap de revenu. Le recours de la vente des animaux n'est pas systématique, ni peut substituer les revenus issus de l'agriculture (sur pluie et maraichère). La prochaine période de soudure sera marquée par une augmentation de recours aux emprunts (70 % de sources de revenu sont issus des emprunts).

Ces informations viennent confirmer les prévisions selon lesquelles les ménages, pauvres (P) et très pauvres (TP) en particulier, se retrouveront dans une situation très difficile d'ici 2 à 3 mois en pleine période de soudure (avril/mai) avec des revenus diminués, un pouvoir d'achat affaibli par l'endettement et pratiquement dépendants de l'achat des aliments pour se nourrir.

5.2.4. Dépenses des ménages

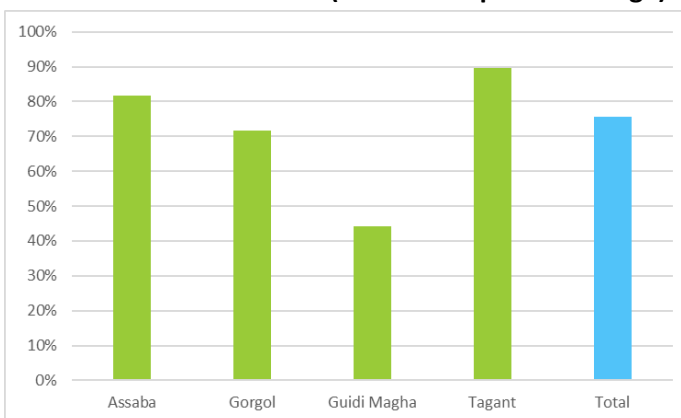
Les résultats des enquêtes nous montrent que pour 70% des ménages enquêtés la quantité d'aliments achetés à cette période de l'année est augmenté, et en moyenne ils dédient 76% de leurs revenus²¹.

²⁰ Dans l'année de référence la vente de produits agricoles et maraichers représente 58% des revenus moyens des ménages. Source : FGD.

²¹ Source : enquêtes ménage. Question : Au cours des 30 derniers jours, quel % des dépenses avez-vous consacré à l'alimentation ?

Graphique : Pourcentage des dépenses consacré à l'alimentation (source : Enquêtes ménage)

Région	% des dépenses pour l'alimentation
Assaba	82%
Gorgol	72%
Guidi Magha	44%
Tagant	90%
Total	76%



Le graphique suivant montre la distribution des dépenses des ménages comparé entre l'année de référence 2016 à la même période et maintenant (février 2020).

Par rapport aux changements dans les dépenses des ménages, les principaux changements observés sont liés :

- Aux dépenses pour l'achat d'aliment bétail qui passe de 5% en 2016 à 15% en 2020, ce qui semble être une conséquence directe de la diminution de la disponibilité en aliment bétail dans les zones évaluées (érosion/disparition des pâturages). Les perspectives sont mauvaises d'autant plus que les marchés sont faiblement approvisionnés en aliment bétail dans certains villages et les prix sont déjà en augmentation par rapport à l'année de référence.
- Aux dépenses pour le remboursement des dettes qui passe de moins de 5% à un peu plus de 10%, ce qui vient corroborer le fait que les ménages ont de plus en plus recours au crédit/emprunt comme source de revenus.

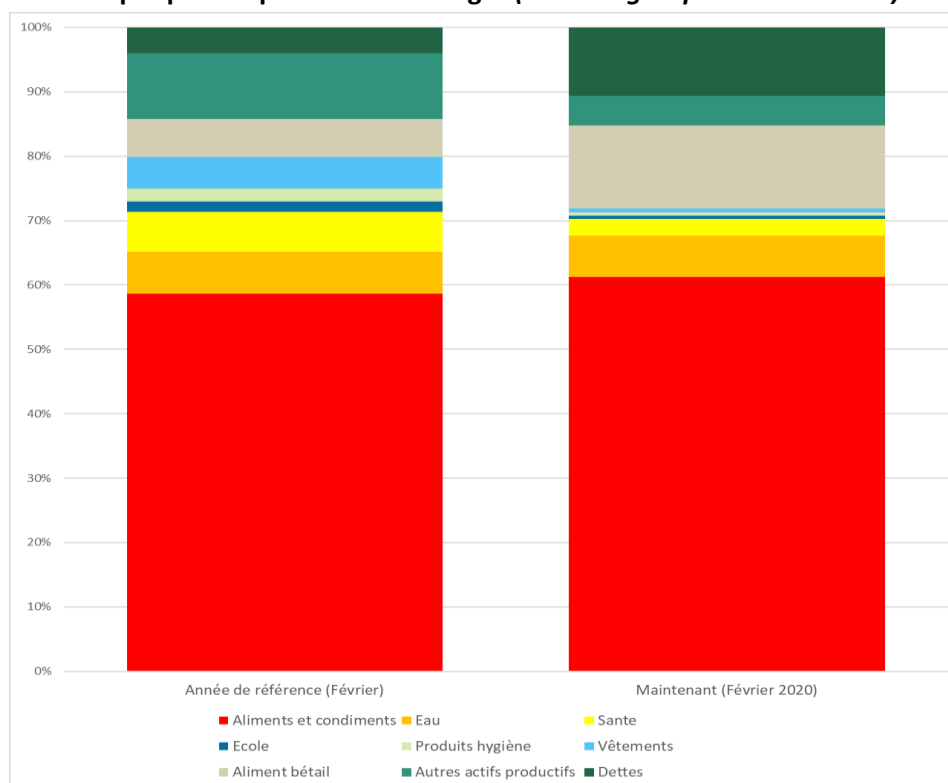
On note une réduction significative des dépenses liées :

- A l'achat des actifs productifs (intrants agricoles...)
- À la sante, les vêtements, les frais d'école, les produits d'hygiène

S'agissant des dépenses pour l'alimentation de base, cela reste le principal pôle de dépenses des ménages aussi bien en 2016 qu'en 2020 avec respectivement 58% et 61% d'après les focus groupes de discussion (l'enquête ménage révèle quant à elle un pôle de dépense allant jusqu'à 76%²²). En 2020, on note donc une augmentation des dépenses pour l'alimentation mais en proportion plus faible que pour les autres pôles de dépenses. Cela peut s'expliquer par le fait que les dépenses pour le remboursement des dettes ont augmenté ; comme nous l'avons constaté, une partie importante de l'alimentation (en particulier pour les ménages pauvres et très pauvres) est achetée à crédit. Le remboursement de la dette est donc directement lié aux dépenses alimentaires, et leur permet à leur tour (dans une certaine mesure) de continuer à avoir accès à la nourriture de base.

²² Selon les informations quantitatives obtenues des FGD le pourcentage consacré à l'alimentation (à la période courant) est 61%, mais on présente le résultat de l'enquête ménage (à cette même questions) car est plus précise.

Graphique : Dépenses des ménages (Source : groupes de discussion)

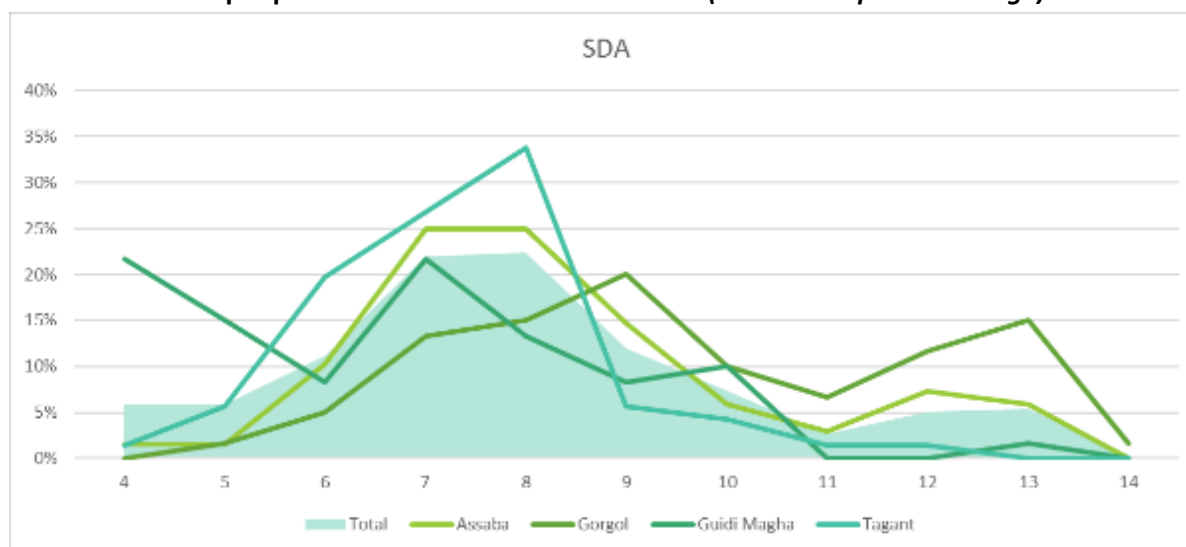


5.3. Consommation et diversité alimentaire

Les changements occasionnés dans les sources d'alimentation et de revenus entraînent par conséquent des changements dans la diversité alimentaire des ménages. On note que le nombre de catégorie d'aliments consommés par la majorité des ménages est bon en termes de diversité (75 % de ménages consomment plus de 6 groupes d'aliments- voir le score de diversité alimentaire-), tandis que la quantité et la qualité consommée par semaine est faible (-voir le score de consommation alimentaire et les stratégies d'adaptation-) ; notamment pour les céréales (achetés sur le marché avec un pouvoir d'achat moindre), les légumineuses, les légumes, la viande, le lait, l'huile.

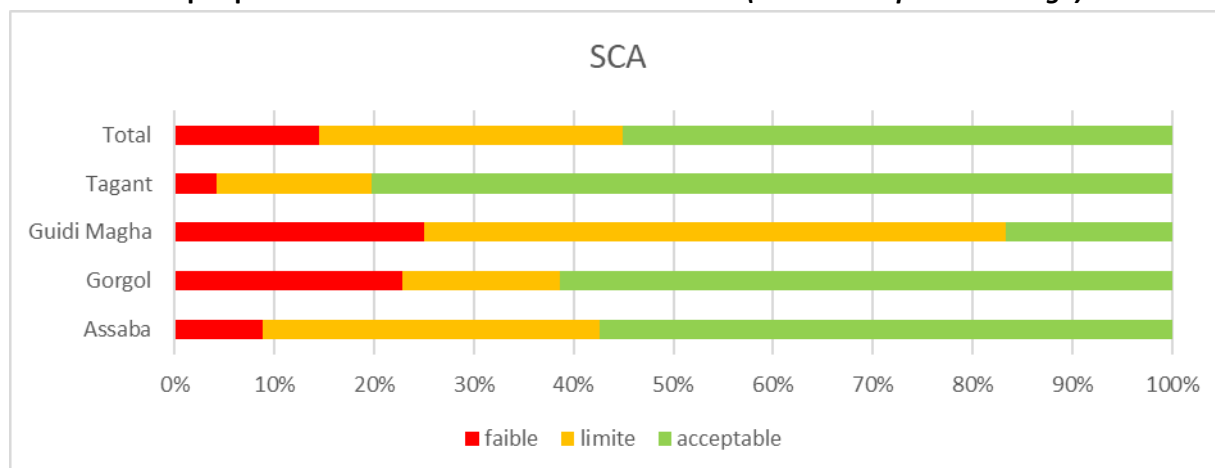
Le graphique suivant montre la proportion de ménages par rapport au nombre de groupes d'aliments consommés (au-delà de 6 groupes le SDA est acceptable)

Graphique : Score de Diversité Alimentaire (Source : enquêtes ménage)



A cette période (Février 2020), les ménages consomment moins les produits locaux (sorgho, maïs et niébé), cela s'explique par la faible production agricole provoquée par un déficit pluviométrique et une mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace durant l'hivernage de 2019 et durant les 3 dernières années de façon général.

Graphique : Score de Consommation Alimentaire (Source : enquêtes ménage)



Les résultats montrent que 45% des ménages ont un SCA (score de consommation) limite ou pauvre dans les quatre moughataas, ce qui veut dire que l'accès à une alimentation en quantité et en qualité est compromis pour ces ménages ; ils éprouvent donc des difficultés d'accès ou bien c'est la conséquence d'une ignorance des bonnes pratiques de nutrition. Le résultat est particulièrement préoccupant pour Guidimagha où près de 83% des ménages ont un SCA limite ou pauvre, dont 25% avec un SCA pauvre.

Il faut aussi s'inquiéter pour le Gorgol où 23% de la population évaluée à un score de diversité (SDA) faible, ce qui prouve aussi des difficultés d'accès ou d'ignorance des bonnes pratiques. La légère

amélioration au niveau du Tagant s'explique par les récoltes disponibles au moment de l'évaluation dans certains villages²³.

Les résultats au niveau de Guidimagha montrent une dégradation de la situation alimentaire par rapport aux résultats de FSMS 2019. Il est à signaler que les résultats au niveau des départements de Mbout et Ould Yenge ne reflète pas la situation attendue dans la période de l'évaluation (Février 2020) qui doit être beaucoup plus améliorée suite aux petites récoltes et aux distributions de l'aide alimentaire. Néanmoins la transhumance précoce et la faible production agricole diminue les sources d'alimentation au niveau de deux départements.

En situation normale (2016 comme année de référence), les ménages très pauvres (TP) se procurent e leurs aliments de base à travers leurs stock familiale pour la période allant de Janvier jusqu'au Juillet et pour la période d'Aout – Décembre ils se procurent les aliments à partir du marché pour couvrir les besoins en aliments. Actuellement ils ont déjà recours principalement au marché pour la fourniture des aliments de base. Or nous avons vu que les sources de revenus ne sont plus diversifiées et le niveau a diminué (vu le recours massif aux crédits et emprunts). Par ailleurs a cette période (Février 2020), les ménages consomment moins les produits locaux (sorgho, maïs et niébé), étant donné le faible bilan agricole 2019/2020 ; ils sont donc moins disponibles sur le marché à faible.

5.4. Stratégies d'adaptation

D'après les informations obtenues lors des entretiens avec les communautés, leurs leaders et à travers les enquêtes ménages, on constate qu'une partie de la population a commencé à adopter des stratégies de survie négatives, notamment manger des aliments moins appréciés et emprunter ou acheter aliments à crédit (comme cela a été aussi constaté dans l'analyse des sources d'alimentation).

La diminution des quantités de repas, manger des aliments moins appréciés, le recours aux dettes, la demande de l'aide des membres des familles migrées et la vente des animaux c'est des stratégies développées, par les ménages depuis quelques années suite au déficit pluviométrique récurrent.

Indice simplifié des stratégies de survie des ménages (rSCI²⁴)

L'index rSCI répertorie les stratégies de survie²⁵ actuelles auxquelles recourent les ménages ainsi que la fréquence de ce recours au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête, et pondéré selon la gravité.

²³ Ce le cas du village de Lekhdeime et le chef-lieu de la commune de Nbeike, qui est une zone de culture de décrue. Il s'agit des récoltes de Janvier et de Février

²⁴ rCSI: reduced coping strategy index

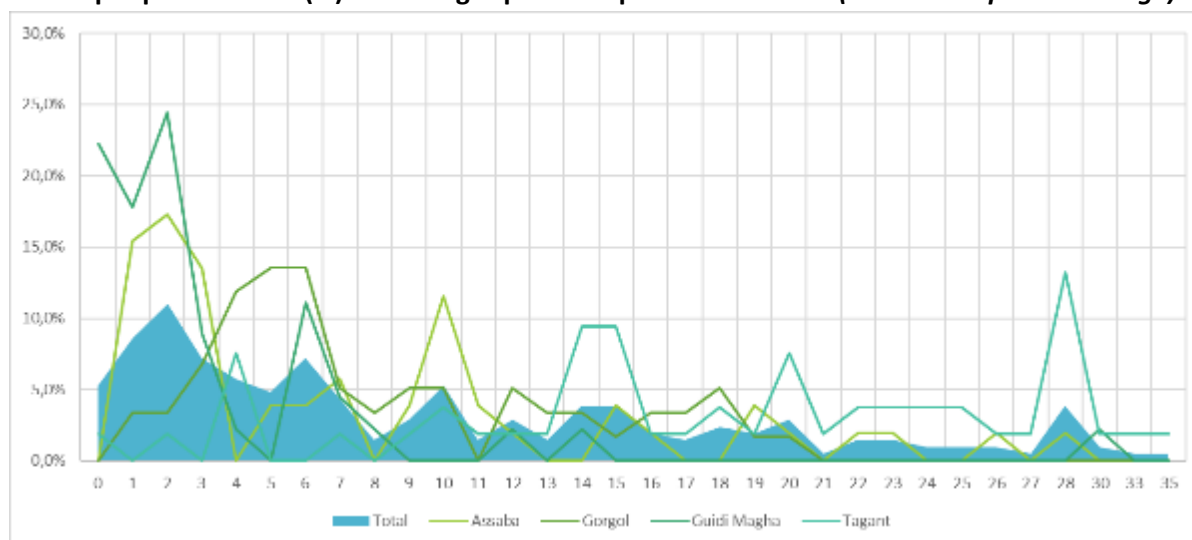
²⁵ L'indice simplifié analyse cinq (5) stratégies de survie : manger des aliments moins appréciés mais moins chers ; emprunter de la nourriture, ou demander de l'aide ; réduire la quantité des portions aux repas ; réduire le nombre de repas quotidiens ; et réduire les quantités des adultes pour que les jeunes enfants

Stratégies SA	Assaba	Gorgol	Guidi Magha	Tagant	Total
Manger des aliments moins appréciés mais moins chers	31,3%	78,3%	73,8%	93,0%	69,1%
Emprunter de la nourriture, ou demander de l'aide	97,0%	61,7%	8,2%	90,1%	66,0%
Réduire la quantité des portions aux repas	37,3%	50,0%	6,6%	90,1%	47,5%
Réduire le nombre de repas quotidiens	38,8%	43,3%	8,2%	63,4%	39,4%
Réduire les quantités des adultes pour que les jeunes enfants	4,5%	3,3%	14,8%	80,3%	27,4%

L'analyse de l'index rSCI montre les résultats suivants²⁶ :

Le score se concentre principalement entre 0-7 (54% des ménages), où 7 signifie qu'ils utilisent une des stratégies de survie tous les jours de la semaine. Il faut aussi noter que 5% de la population n'utilise pas encore des stratégies de survie.

Graphique : nombre (%) de ménages pour chaque valeur du rSCI (Source : enquêtes ménage)



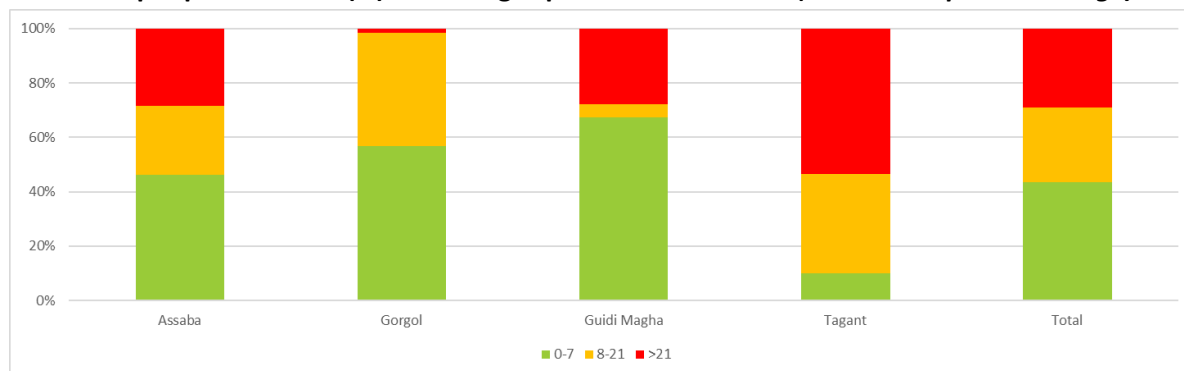
Si nous représentons cette même information en utilisant les seuils 7 et 21 (application de 1 à 3 stratégies chaque jour), le graphique montre que Tagant est le département où les ménages ont le plus recours à des stratégies de survie négatives (ou plus de 50% ont un score plus haut que 21 soit au moins 3 stratégies de survie négative par jour), suivi de l'Assaba, de Guidimagma. En effet ces zones sont celles qui accusent le plus de déficit de biomasse et d'accessibilité à l'eau, ce qui a entraîné une

²⁶ Les informations que se montrent dans les graphiques suivants incluent l'indice simplifié des stratégies de survie (les 5 stratégies mentionnés) que se calcule en multipliant le nombre de jours (dans les dernières 7 jours) que les ménages recourent à la stratégie fois la pondération standard (1, 2 ou 3 selon la sévérité de la stratégie). Cela implique, en termes généraux :

- un résultat de 7 (le ménage utilise une stratégie tous les jours de la semaine) ;
- un résultat de 14 (le ménage utilise deux stratégies de survie chaque jour), et ainsi de suite

production plus faible que la moyenne, des stocks alimentaires limités et déjà presque épuisés, la dépendance vis à vis du marché pour se procurer la nourriture.

Graphique : nombre (%) de ménages par tranches du rSCI (Source : enquêtes ménage)



Index des stratégies de moyens d'existence des ménages

Les stratégies de moyens d'existence quant à lui mesure les comportements qui sont liés aux mesures prises pour continuer à générer des revenus ou de la nourriture (adaptation des moyens d'existence). Ces stratégies négatives se classifient selon leur niveau de sévérité (entre stratégies de stress, crise et urgence). Le graphique montre l'index d'utilisation des stratégies de moyens d'existence pendant les dernières quatre semaines (au moment de faire les enquêtes ménages -février 2020-).

En terme général les résultats montrent que 38,2% des ménages ont commencé à utiliser des stratégies d'urgence, surtout la vente des animaux reproducteurs (28,6% des ménages enquêtés) et la migration d'un ou plusieurs membres du ménage (11,6%).

Graphique : niveau d'utilisation des stratégies de MdE (Source : enquêtes ménage)



Les effets négatifs de la sécheresse, obligent 50 % ménages de recourir à des stratégies de stress, ce qui est devenu systématique à cause de la récurrence de la situation.

Les zones évaluées dans le Tagant sont les plus préoccupantes puisque presque 75% des populations ont adopté ces stratégies négatives (dont 50% de stratégies d'urgence). Suivent ensuite Guidimagha (52%) et Assaba (50%).

Le cumul de stress pendant plusieurs années, rend les ménages plus vulnérables et par conséquent les obligent de recourir à des stratégies d'urgence (38 %). Ce résultat vient confirmer les observations quant aux stratégies négatives pour les comportements alimentaires (rCSI).

5.5. Impact sur la nutrition

La situation nutritionnelle est préoccupante, avec l'absence des CRENAM au niveau des départements de Modjéria, Barkeol et Ould Yange.

A Modjéria la mission a constaté l'absence d'une coordination entre les intervenants dans le secteur nutrition et le centre médicale de Modjéria. À Mbout, selon les responsables des centres de santé, pour le moment, les effets de la sécheresse ne sont pas perceptibles sur la situation nutritionnelle des enfants. Mais les perspectives sont inquiétantes surtout avec la transhumance précoce. Les données futures pourront le prouver, pareil pour le cas de Barkeol, ou selon le médecin chef du Centre de santé de Barkeol la situation nutritionnelle est acceptable, mais avec des indicateurs de risque d'augmentation des cas de MAS pour la prochaine période de soudure²⁷.

Le tableau suivant indique le nombre des admis au niveau des CRENAS dans les centres de santé visités²⁸ :

<i>Moughataas</i>	<i>Déc. 2018</i>	<i>Déc. 2019</i>	<i>Projection 2020</i>
<i>Moudjéria</i>	890	921	-
<i>Barkeol</i>	1450	1257	-
<i>Mbout</i>	595	717	1258
<i>Ould Yenge</i>	702	317	-

Les départements à l'exception du Gorgol ou le CRF a un partenariat avec les CRENAS/CRENAM, il n'existe pas de plan CMAM surge qui pourrait supporter le système de santé à faire face à un afflux de cas de malnutrition aigüe en venant renforcer ses capacités. Il risque donc de se poser un problème de référencement des cas dépistés.

²⁷ Source : Centres de santé

²⁸ Source : Centres de santé

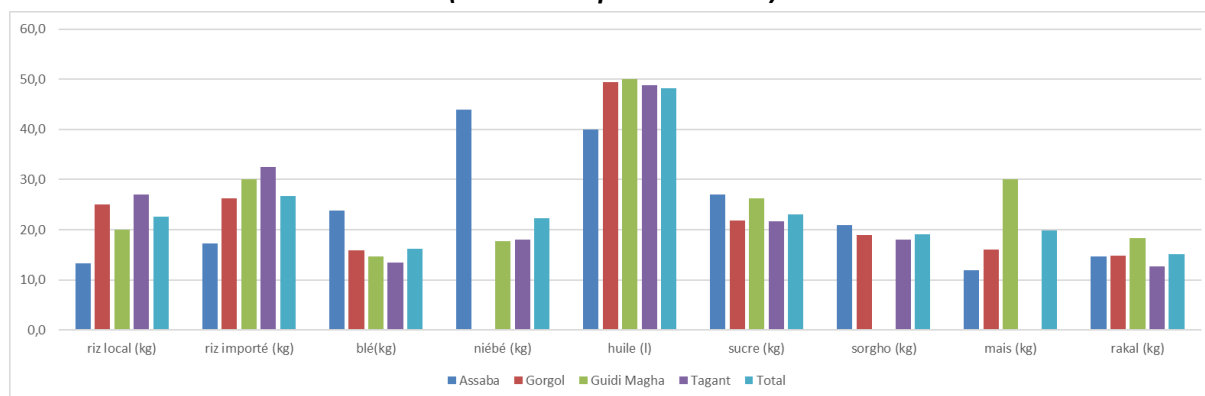
5.6. Impact des prix sur la sécurité économique des ménages et brève analyse des marchés

5.6.1. Marché de denrées alimentaires

La disponibilité est bonne dans l'ensemble de la zone, chaque département compte plusieurs marchés, un au niveau central, dans le chef-lieu de région et les autres sont dans les différentes communes, avec une particularité de certains départements, où on trouve des villages ravitaillés à partir des zones frontalières avec les autres régions (cas de Barkeol et Mbout) et autres pays frontaliers comme avec le Mali (cas de Ould Yenge).

Les marchés comptent souvent plus de 20 boutiques pour les denrées alimentaires. Les produits locaux ne sont pas disponibles au niveau du marché, à l'exception des petites quantités de niébé et des légumes.

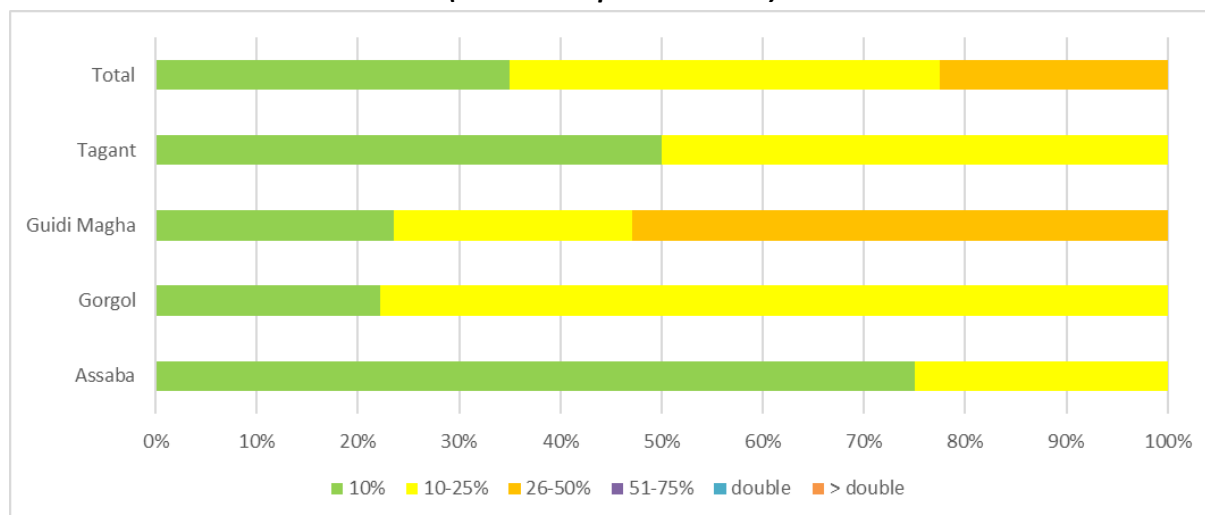
Graphique : Moyenne des prix des denrées alimentaires MRU/kg en février 2020
 (Source : enquêtes marché)



Dans l'ensemble des villages visités nous avons constaté une augmentation des prix de denrées alimentaire, notamment pour le blé, le riz, le sucre et l'huile (92.2%des fournisseurs indiquent qu'il y a eu une augmentation de prix). Cette augmentation varie de 10 à 25% par rapport à 2019 à la même période.

La majorité des villages ont des difficultés d'accessibilité liées à l'enclavement et l'état des routes qui sont parfois impraticables.

Graphique : Estimation de l'augmentation des prix des aliments -février 2020-
 (Source : enquêtes marché)



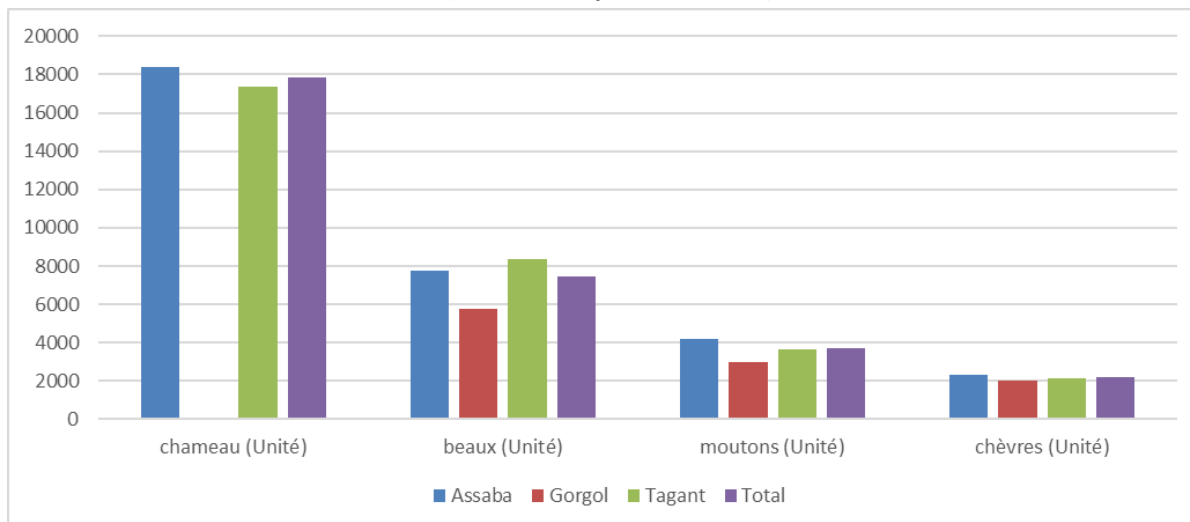
La plus forte hausse des prix s'observe dans le Gorgol et le Guidimagha, jusqu'à plus 50%.

5.6.2. Marché de bétail

Les marchés de bétail sont en général peu approvisionnés, cela s'explique par la transhumance précoce et la faible demande locale pour l'achat des animaux, c'est pour cette raison que les commerçants de bétail préfèrent transporter les animaux vers Nouakchott et les autres grandes villes.

Selon les informations fournis par les commerçants, les prix des animaux qui ne sont pas gras sont plutôt en baisse à cause de la vente massive et le faible état d'embonpoint qui commence à se dégrader avant la période de soudure, tandis que les animaux gras voient leurs prix augmenter (87.5% des fournisseurs d'indiquent qu'il y a eu une augmentation de prix, entre 10 et 25 %.

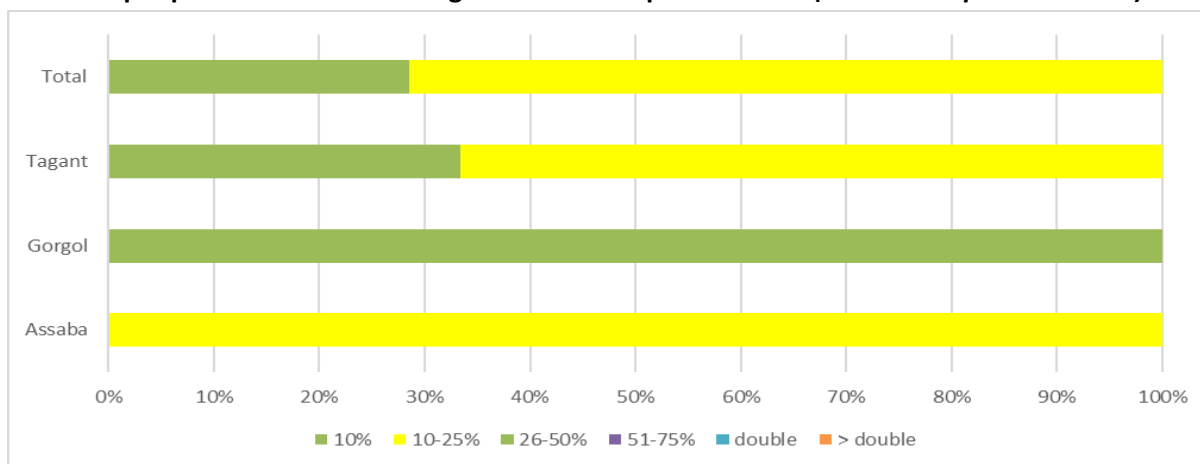
Graphique : Moyenne des prix du bétail (MRU/Tête) -février 2020-
 (Source : enquêtes marché)



L'augmentation du prix de bétail varie entre 10 à 25% par rapport à 2019. Les plus fortes hausses sont à constater pour l'Assaba et le Tagant.

Le Guidimagma n'est pas représenté dans le graphique ci-dessous car le bétail n'est pas très répandu dans la zone (zone de moyens d'existence dominante est l'agriculture pluviale).

Graphique : Estimation de l'augmentation des prix du bétail (Source : enquêtes marché)



5.7. Capacité des ménages de couvrir leurs besoins essentiels et de protection des moyens d'existence

5.7.1. Seuil de survie. Les ménages sont-ils en mesure de couvrir leurs besoins essentiels ?

La majorité des ménages enquêtés ne disposent pas de stocks alimentaires et ceux ayant pu obtenir une petite production ont affirmé que leur stock alimentaire est en train d'être épuisé avant la fin du mois du Février ; ils sont par ailleurs en train de vendre leurs animaux pour acheter la nourriture au marché. A cela s'ajoute que les ménages ayant un petit élevage de case sont obligés d'acheter l'aliment

bétail pour nourrir les animaux qu'ils possèdent. Cette situation donne que les ménages n'arrivent pas à couvrir leurs besoins alimentaires, surtout les besoins en aliment bétail. La mission d'évaluation n'a pas pu calculer les besoins alimentaires et en aliment bétail de façon généralisée, mais nous avons constaté que ce gap au niveau de certains villages s'élève à l'autour de 60%²⁹ des dépenses en alimentation (soit 2400-2500 MRU/mois) et à environ 2000 MRU/mois pour l'aliment bétail³⁰.

Pour faire face les ménages sont en train soit de s'endetter ou demander de l'aide des autres membres de la famille qui sont en ville soit vendre ce qu'ils peuvent vendre de leurs animaux a des prix très bas.

Pour la situation projetée on estime que si une intervention n'aura pas lieu avant la soudure, les ménages n'auront plus la possibilité d'accéder à des emprunts ou crédit du fait de leur haut niveau d'endettement, ni de vendre plus de leurs animaux pour subvenir à leurs besoins essentiels, par la suite ils vont recourir de plus en plus à des stratégies d'urgence et leurs situation alimentaire et nutritionnelle de dégradera davantage.

5.7.2. Seuil de protection des moyens d'existence. Les ménages sont-ils en mesure de maintenir ou de relancer leurs moyens d'existence

Le remboursement de la dette est donc directement lié aux dépenses alimentaires, et leur permet à leur tour (dans une certaine mesure) de continuer à avoir accès à la nourriture de base La plupart des agriculteurs pour le type agriculture sous pluie ont eu des difficultés relatives au manque d'eau de pluie, mauvaise répartition spatiotemporelle des pluies, conséquence faible ou inexistence de production cette année. Cette situation varie selon les départements, mais dans la majorité des villages visités **20 % des agriculteurs ont cessé les activités de l'agriculture et 80 % sont en difficultés dues au manque d'eau, des intrants et des maladies.**

Les petits jardins maraichers dont disposent certaines femmes pour la production de légumes sont très affectés par le manque des moyens d'exhaure et d'irrigation, le manque des intrants et l'encadrement technique.

Concernant l'activité d'élevage, la transhumance longue des bovins est en cours même si des difficultés persistent pour ces éleveurs partis vers les grands pâturages de Sélibabi à cause aussi de la raréfaction des points d'eau sur les parcours transhumant. L'activité d'élevage des petits ruminants quant à elle est compromise par le manque d'aliment bétail. Les ménages auront de plus en plus de difficultés à maintenir cette activité s'ils ne reçoivent pas une aide pour protéger leurs actifs productifs. L'état de santé des animaux risque de se détériorer dans les prochains mois et les ménages devront vendre de plus en plus leurs animaux à bas prix sur le marché.

Les activités économiques des ménages sont en général saisonnières dépendantes de la saison des pluies, les ménages auront besoins des intrants et outils agricoles, un encadrement technique et autres

²⁹Ce constate nous l'avons au niveau du village de Bilignar en Moudjéria (ou 57% des dépenses en alimentation sont à crédit) et au niveau du village de Lekreyaa, aussi en Moudjéria (ou ce chiffre s'élève à 70%), sur une dépense en alimentation d'entre 3000 et 5000 MRU/mois. NB : Ces données ne peuvent pas être extrapolées, donc ils proviennent des informations obtenues de deux villages.

³⁰ Au village de Lekreyaa, dans les 2-3 mois prochains ils auront besoin 2000 MRU pour acheter aliment bétail (5 têtes de ruminants), normalement ils n'ont pas cette dépense (année de référence)

supports pour rétablir leurs moyens d'existence pendant la prochaine saison de préparation agricole qui devrait démarrer en mai 2020.

5.8. Quels sont les besoins d'assistance

Suite aux discussions avec les informateurs clés, les focus groupes et les ménages, les communautés ont identifié une série d'actions prioritaires à entreprendre afin de limiter les impacts négatifs de la situation et éviter que la situation ne se dégrade encore plus.

- **Assistance alimentaire urgente** : l'assistance alimentaire est nécessaire pour compléter les gaps en besoins de nourriture des ménages vulnérables et surtout les familles qui dépendent principalement des productions agricoles et qui doivent maintenant acheter leur nourriture sur les marchés. Cela limitera aussi le recours aux crédits/emprunts qui peut faire tomber les ménages pauvres et très pauvres dans un cercle vicieux.
- **Aliment bétail prioritaire dès le mois prochain si possible (mars 2020)** : étant dans une communauté agropastorale, la protection du capital animal est la préoccupation première des ménages. Cela leur permet de rester en sécurité avec la possibilité de vendre un animal pour couvrir les besoins de la famille ;
- **Appui pour la valorisation de petits périmètres maraichers** : la tendance s'oriente vers un potentiel important dans la production maraichère pour diminuer la dépendance de l'agriculture sous pluie, cela peut se faire à travers l'appui aux coopératives de femmes pour la production de légumes en intrants et en outils agricoles, en moyens d'exhaure, en techniques d'irrigation et en encadrement.
- **Amélioration de l'accès à l'eau potable** : notamment pour les villages n'ayant pas un accès au nouveau réseau d'adduction d'eau appelé Aftout Aljenoubi (au niveau des moughataas de Mbout et de Barkeol).
- **Prise en charge des cas de malnutrition** : plus précisément dans les localités qui ne sont pas couvert par le CRENAM
- **Appui aux agriculteurs** : A travers la fourniture des intrants, réhabilitation des digues et encadrement technique.
- **Diversification** : La diversification des moyens d'existence pour limiter la dépendance vis-à-vis du climat ou l'adaptation au changement climatique n'a pas vraiment été mentionné, mais ce sont des solutions majeures à considérer.

6. Intervention du gouvernement et des acteurs humanitaires

Le gouvernement est entrain de suivre et d'évaluer la situation pour identifier les actions à entreprendre en urgence et en moyen et long terme, cependant le commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) est entrain de mettre en œuvre une opération de distribution de vivres au profit des ménages vulnérables à Nouakchott et dans les autres régions, selon le Hakem de Moudjéria le CSA a décidé de distribuer en une seule distribution un sac de blé (100kg) et 4 litres d'huile pour 1750 ménages dans son département.

Le programme EMEL qui est le plan de réponse du gouvernement depuis quelques années et dirigé par le CSA, continue cette année (probabilité d'avoir une composante aliments bétails), d'autant plus ce programme comprend plusieurs limites à savoir :

- Il peut exister des ruptures dans la chaine d'approvisionnement (fréquent) qui peut affecter la disponibilité des produits dans les boutiques EMEL.
- Le taux de couverture des boutiques EMEL représente 65% du territoire de chaque département.

Les acteurs humanitaires sont entrains d'élaborer un plan de réponse pour la soudure de 2020, en collaboration avec le CSA, ce plan cible 23 Moughataas classées en phase crise pour la prochaine soudure 2020 selon les résultats du cadre harmonisé de Novembre 2019.

Le CRM participe activement aux réunions et est en coordination permanente avec les autres acteurs humanitaires pour préparer la réponse et les actions de surveillance.

6.1. Assistance alimentaire

Le groupe sécurité alimentaire sous la coordination du CSA a commencé la planification des besoins en assistance alimentaire et la répartition des acteurs.

Le tableau ci-dessous indique, la présence des partenaires au niveau des départements ciblés par l'évaluation, ainsi le positionnement des partenaires en termes d'assistance alimentaire (cash) pour la période de soudure du (Juin – Septembre 2020) sauf au Tagant ou le PAM veut intervenir du Avril au Septembre 2020. Il semble donc que le département de Moudjéria (Tagant) sera couvert entièrement par le PAM pour ce qui est de l'assistance alimentaire.

Départements	Population (personnes)	Populations en Ph 3 à 5	Cible des partenaires	Partenaires présents	Classement CH de Novembre 2019	Gaps
Moudjéria	43632	9163	9163	PAM	3	0
Barkéol	94807	20857	0	ELMEOUNA (CSA)	3	20857
Mbout	114730	20651	0	OXFAM / SAVE / ACF	2	20651
Ould Yenge	80796	17775	??	ACF / SAVE	3	??

6.2. Assistance pour les moyens d'existence :

Le sous-groupe national sur les moyens d'existence est en train de travailler sur les outils d'évaluation de besoins en MdE, ainsi le groupe a validé une matrice pour les types d'assistance aux moyens d'existence comme indiqué dans le tableau suivant³¹ :

Domaine	Activités	Justification	Modalité	Cible
Elevage	Distribution de chèvres laitières	Production lait (apport nutritionnel), plus facile d'entretenir durant la sécheresse/soudure, plus prolifique que les gros ruminants	Distribution chèvres et/ou de cash+ aux ménages ciblés	111,240 personnes pour soutien pastoral
	Distribution aliment de bétail	Supplémenter les animaux qui ne peuvent pas partir en transhumance et dans les zones où il n'y a plus de pâturage en raison de l'hivernage 2019 (sécheresse, inondations)	Distribution d'aliment de bétail et/ou de Cash aux ménages ciblés	
	Distribution de Kits vétérinaires	Traiter les maladies et corriger la misère physiologique pour maintenir les animaux des ménages ciblés en bonne santé.	Distribution de kits vétérinaires	
	Distribution semences fourragères et matériel de protection	Production de fourrage frais pour augmenter la production de lait des animaux des ménages ciblés Protection des jardins fourragers autour des puits pastoraux nécessaires à l'irrigation des jardins	Distribution de semences fourragères et mise en place des jardins fourragers	

³¹ Draft du "Plan National de Réponse 2020 Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle du Gouvernement et partenaires.

Domaine	Activités	Justification	Modalité	Cible
	Equipement des puits pastoraux	Faciliter la culture fourragère autour des puits pastoraux	Distribution de Kits solaires	
	Formation sur l'itinéraire technique des cultures fourragères	Avec la mise en place des jardins fourragers autour des puits pastoraux, les bénéficiaires ont besoins d'être formés sur les techniques culturales, le fauchage, le stockage, etc.	Formation des bénéficiaires de semences	
Agriculture	Distribution de semences vivrières	Remplacement des semences perdues en 2019	Distribution de semences vivrières	173,460 personnes pour soutien agricole
	Distribution des semences maraîchères	Remplacement des semences perdues en 2019	Distribution de semences maraîchères	

7. Présence du Croissant Rouge Mauritanien

Le Croissant-Rouge mauritanien a été l'une des premières organisations humanitaires en Mauritanie (depuis décembre 1970). Il a des branches dans toutes les régions (56 comités). Il dispose d'un réseau de 4000 volontaires et de 20 employés. CRM entretient des relations régulières de collaboration avec tous les acteurs humanitaires (UNICEF, PAM, FAO, ONG et agences gouvernementales) et avec certains d'entre eux a collaboré pour la mise en place des programmes Sécurité Alimentaire et WASH. En tant que membre du Mouvement croix Rouge, il bénéficie aussi de l'appui technique et financier de la FICR, du CICR, le Centre de moyens d'existence et de sociétés nationales participantes comme la CR française (CRF), la CR Britannique (CRB).

Il intervient pour soulager les souffrances des populations victimes des catastrophes et de crises humanitaires. Durant les dernières années avec l'appui de ses partenaires du mouvement, la FICR et la CRF, le CRM a menée plusieurs opérations de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles et d'appui au relèvement et construction de là de résilience au niveau de plusieurs régions en Mauritanie, notamment au Brakna, Tagant, Assaba, les deux Hodh, Gorgol et Guidimagha. Plus particulièrement le CRM a été un acteur important lors des plans de sécheresse de 2011- 2013, les appels d'urgence sécurité alimentaire SA de 2012, 2015 et 2018 et les DREF (disaster response emergency fund) de 2017 et 2019.

Le CRM est représenté dans l'ensemble des départements concernés, à travers ses comités locaux ou ses volontaires communautaires. Le département de Ould Yenge fait partie des zones ciblées par le DREF inondations 2019 qui a affecté les cultures et actifs productifs de la zone, Mbout est couvert par le projet nutrition mis en œuvre par la CRF et le comité local de Kaedi. Le département de Barkeol a bénéficié par le passé de plusieurs projets et programmes menées par le CRM et ses partenaires, la dernière intervention directe du CRM dans ce département était dans le cadre du plan d'action sécheresse 2011- 2013, tandis que le dernier projet dont le Moudjéria a bénéficié était le projet

Le CRM est représenté dans l'ensemble des départements concernés, à travers ses comités locaux ou ses volontaires communautaires. Le département de Ould Yenge fait partie des zones ciblées par le DREF inondations 2019, Mbout est couvert par le projet nutrition mis en œuvre par la CRF et le comité local de Kaedi. Le département de Barkeol a bénéficié par le passé de plusieurs projets et programmes menées par le CRM et ses partenaires, la dernière intervention directe du CRM dans ce département était dans le cadre du plan d'action sécheresse 2011- 2013, tandis que le dernier projet dont le Moudjéria a bénéficié était le projet SA.

7.1. Surveillance communautaire de la situation de la sécurité alimentaire et de moyens d'existence

Il n'existe pas actuellement de système communautaire de surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones évaluées à l'exception du département de Ould Yenge ou un système de surveillance communautaire basé sur les sites sentinelles, mis en place par ACF, OXFAM et en collaboration avec le PAM et le CSA dans le « cadre d'un projet renforcement des capacités d'alerte précoce » dont l'objectif est de soutenir la mise en place d'un mécanisme national reliant l'alerte

précoce, la préparation et la planification de la réponse aux chocs affectant la sécurité alimentaire et la nutrition et en contribuant ainsi à l'objectif général de Réduction de Risques de Catastrophes en Mauritanie”.

Ce système serait assez pertinent dans ces autres départements dont la situation est très préoccupante plus précisément, la situation nutritionnelle, l'accès à l'eau potable, l'accessibilité aux denrées alimentaire de base et la situation d'accès aux pâturages au niveau des villages enclavés ou isolés. A l'exception de la commune de Soudoud au Moudjéria ou on trouve des comités villageois organisés dans chaque village, dans le cadre d'une initiative de la commune pour faire face aux conflits villageois et les services d'intérêts commun et à l'exception des comités communautaire de gestion d'eau dans certains villages à Barkeol et à Ould Yenge, la mission d'évaluation n'a pas rencontré des structures communautaires pour la surveillance ni des mécanismes mis en place par les services de l'état ou les partenaires.

Au niveau national, jusqu'à présent il existent deux systèmes de surveillance, l'un mise en place par ACF pour la surveillance pastorale (harmonisée avec le système régional), et un deuxième en phase de pilote qui est géré par le CSA en partenariat avec le PAM, ACF et OXFAM (dans le cadre du projet mentionné auparavant) qui fait une surveillance plus élargie (en termes de nombre d'indicateurs collectés). Le CRM, ensemble avec ses partenaires, va examiner plus attentivement ces deux systèmes et voir avec les parties prenantes ou le CRM pourrait jouer un rôle.

8. Analyse des alternatives pour une intervention :

8.1. Points saillants de l'évaluation

La situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle est alarmante au niveau des quatre départements ciblés par l'évaluation, les principales activités de moyens d'existence à savoir l'agriculture et l'élevage sont affectés par le déficit pluviométrique récurrent depuis quelques années et plus précisément en 2017, 2018 et 2019. Ainsi la situation varie d'un village à un autre et d'une commune à l'autre :

- Alors que le cumul de la pluviométrie au niveau de certaines zones de Moudjéria est excédentaire (727 mm) par rapport à la moyenne dans la zone (350 mm), le taux de remplissage de Tamourit et les barrages de culture sous pluie, était très faible, ce qui a conduit à une faible production agricole voire inexistante dans la zone de culture sous pluie. La zone de pâturage dans la commune de Soudoud a été affectée par un surplus des animaux venant des régions du Nord, du Brakna et du Tagant. Dans ce département le nombre des ménages ayant des gros ruminants a diminué durant les 5 dernières années, les ménages s'adaptent avec la sécheresse à travers l'élevage des petits ruminants et l'envoi des jeunes et des hommes dans les grands centres urbains en recherche de travail.
- Le département de Barkeol est le moins arrosé en 2019 (247 mm) par rapport à l'année de 2018 (659 mm), par conséquent plusieurs barrages ont enregistré un taux de remplissage nul de 0%, la production agricole est très faible dans ce département considéré comme grenier de céréales et un point principal de transit pour les transhumants venant des régions du Nord et du Nord du Brakna, pour aller à Gorgol et au Guidimagha. Cette situation affecte non seulement la population de Barkeol mais aussi les autres zones dépendantes de la production agricole et les transhumants des régions du Brakna et du Tagant.
- Malgré l'existence de Barrage de Foum Legleit à Mbout, ce département, ayant connu la sécheresse en 2018 à la suite de faibles précipitations de 2017, voit cette sécheresse s'exacerber en cette année 2020 à la suite de la très faible hauteur d'eau enregistrée en 2019 (250-300 mm) avec de lourdes conséquences sur les moyens d'existence des couches vulnérables (agriculteurs et agropasteurs). Le constat général en cette période est le départ précoce en transhumances vers des zones de pâturages (Maghama, Guidimakha, et hors du territoire). Ce départ précoce en transhumance a une conséquence sur la situation nutritionnelle des enfants déjà dégradé par les faibles stocks des ménages. Cette sécheresse crée ainsi une insécurité alimentaire supplémentaire en cette année, et va engendrer une entrée précoce en soudure pour les ménages de cette Moughataa d'où la nécessité de formuler assez vite des réponses à la crise alimentaire pour les personnes et le bétail, mais également anticiper sur les risques d'accroissement des cas de malnutrition chez les enfants.
- Malgré la bonne pluviométrie (433mm en 2019), contre (300 mm en 2018) et la bonne installation de l'hivernage cette année au niveau de la zone de pâturage de Ould Yenge, zone d'accueil des transhumants venant des régions du Tagant, de l'Assaba et du Gorgol, ces derniers ont déjà commencé leurs mouvement vers les zones de pâturage au Mali, à cause de l'épuisement des pâturages qui est à prévoir bien avant la période normale de soudure suite à la grande pression cette année sur les zones de pâturage au niveau de ce département.

- En plus du fait que les quatre départements sont classés en situation nutritionnelle critique (SMART / Juillet 2019), la mission a constaté une augmentation sur le nombre des admis au niveau de CRENAS en 2019 par rapport à la situation en 2018 (déclarée par le médecin chef au centre médical de Moudjéria).

Au niveau des quatre départements ciblés par l'évaluation on note que :

- Les revenus des ménages ont fortement chuté et dépendent souvent soit de la vente d'actifs productifs, plus précisément la vente des animaux, soit de transferts monétaires reçus des membres de la famille (hommes) partis travailler dans les centres urbains, mais encore plus alarmant est le recours massif vers les crédits et emprunts.
- Etant donnée le faible niveau de revenus et l'absence de production agricole, les ménages priorisent l'utilisation des revenus pour l'achat de nourriture sur le marché, spécialement nourriture pour le bétail. Ceci ne donne pas beaucoup de marge pour l'achat d'intrants agricoles pour préserver les actifs productifs. Par conséquent la sécurité économique des ménages est affectée et ils n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins alimentaires.
- L'accès à l'eau potable est très limité dans, particulièrement au niveau des villages éloignés et enclavés, les ménages s'approvisionnent à partir des puisards sans aucun respect des conditions d'hygiène en utilisant des jerricans pour amener l'eau aux maisons. Le **niveau d'eau dans les points d'eau a connu une baisse de 30 à 50 % par rapport à la situation normale** (2016 années de référence).
- Face à cette situation, les ménages ont adopté des stratégies négatives d'adaptation orientées principalement vers la migration des hommes vers les centres urbains ou pour le travail journalier lié à la transhumance (beaucoup de villages se sont « vidés » des hommes), une transhumance précoce vers les grandes zones de pâturage (Mali et Sénégal), l'endettement, la réduction du nombre de repas et des quantités préparées, et la vente précoce d'actifs productifs.
- Cette situation met en jeu la capacité des ménages de subvenir à leurs besoins alimentaires et leurs besoins pour protéger leurs moyens d'existence.
- La situation pourrait s'empirer davantage si aucune action n'est mise en œuvre. Le recours aux stratégies d'adaptation négatives va s'accroître notamment le renforcement des migrations vers les centres urbains, la vente massive d'animaux à bas prix sur les marchés ou l'augmentation du taux d'endettement.
- Le gouvernement (représenté par le CSA) et les partenaires sont en train d'élaborer un plan de réponse national (PRN) pour répondre aux besoins des ménages classés en phase 3 à 5 par le CH de Novembre 2019 pour la soudure de 2020, un tableau de positionnement des partenaires est déjà mis à la disposition. Selon les dernières actualisations son niveau de couverture est de 21 % des ménages ciblés au niveau de 23 départements considérés prioritaires. La réponse va cibler 609 180 personnes en insécurité alimentaire, avec une priorisation de 409 324 personnes en insécurité alimentaire dans les 23 moughataas prioritaires.

- Des opportunités existent pour le Croissant Rouge Mauritanien compte tenu de l'ampleur des besoins et de la couverture prévue par le Plan de Réponse des acteurs humanitaires dont le taux de couverture de besoins par des financement confirmé est très faible (21 % de la cible).

8.2. Priorités de la population :

Les priorités des populations en termes d'urgence sont communes, si on parle de l'assistance alimentaire et la protection des moyens d'existence. Cependant les priorités à moyen et long terme varient entre les villages et les différentes communes selon le profil des moyens d'existence, l'enclavement et la disponibilité d'eau pour la consommation humaine, animale et pour l'irrigation.

Pour l'ensemble des villages visités, les actions prioritaires ont essentiellement relatives aux :

- Assistance alimentaire urgente
- Distribution et disponibilisation des aliments bétails
- L'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'eau pour les animaux
- L'appui aux agriculteurs et aux femmes productrices de légumes

8.3. Axes d'intervention possibles

Réponse aux besoins urgents à court terme :

- Assistance alimentaire (cash transfert) aux ménages classés en insécurité alimentaire et nutritionnelles au niveau des 4 départements ciblés par l'intervention et qui ne sont pas couverts par les autres partenaires et avec la distribution de supplémentation nutritionnelle aux enfants et FEFA dans les villages les plus affectés par la malnutrition.
- Distribution des aliments bétails aux ménages petits éleveurs qui ne sont pas partis en transhumance, avec l'organisation des campagnes de sensibilisation sur la gestion du cheptel.
- Appui à la préparation de la prochaine campagne agricole (semences plus résistantes à la sécheresse, cash inconditionnel pour permettre aux ménages pauvres (P) et très pauvres (TP) de se concentrer sur leurs travaux champêtres).

Activités de relèvement et de la résilience :

- Amélioration de l'accès à l'eau potable et l'eau pour les animaux à travers la réhabilitation et l'équipement des points d'eau plus particulièrement dans les villages les plus éloignés et enclavés.
- Restockage des animaux pour la reconstitution du petit cheptel et avec des activités de promotion et d'introduction de cultures fourragères à travers l'appui technique et la distribution des intrants.
- Appui aux agriculteurs pour la protection de cultures et la valorisation des ressources naturelles pour l'augmentation de la productivité de cultures sous pluies, à travers la réhabilitation des digues et l'appui à la transformation et la commercialisation des produits de l'agriculture.

- Appui aux coopératives des femmes travaillantes dans les activités de maraichage à travers la réhabilitation / approfondissements et équipements des points d'eau, la protection de cultures et la facilitation de l'accès aux techniques agricoles améliorées.
- Appui aux producteurs avec d'intrants et techniques adaptées aux conditions climatiques.
- Inclusion d'approches à base communautaire que favorisent la diversification des sources d'alimentation et de revenus et en général la résilience.
- Appui à la création de groupes d'épargne et crédit pour limiter la dépendance aux institutions de microcrédits et haut taux d'intérêt, et promouvoir l'épargne pour l'utiliser dans les périodes plus critiques.
- La surveillance de la situation alimentaire et nutritionnelles au niveau des villages et communes à risques afin de pouvoir déclencher des actions précoces de mitigation

8.4. Recommandation pour une intervention

La mission recommande une intervention à deux niveaux :

A court terme :

Pour réduire les risques d'insécurité alimentaire à travers

- La réponse aux besoins alimentaire et nutritionnelle de 68 447 personnes en insécurité alimentaire dans les 4 départements, néanmoins cette intervention doit cibler plus précisément les besoins non couverts par les acteurs humanitaire.
- L'assistance à court terme doit aussi prendre en charge les besoins immédiats pour protéger le petit cheptel des ménages très pauvres dans les quatre départements qui n'ont pas la possibilité de partir en transhumance. Elle doit aussi prendre en considération l'assistance d'urgence en termes de moyen d'existence, notamment la distribution de semences adaptées, vivrière et les semences pour les coopératives maraichères et le remplacement des moyens d'existence par exemple, la distribution des petits ruminants.
- Le CRM va tester à court terme le mécanisme de surveillance communautaire en synergie et étroite collaboration avec les autres partenaires (ACF par exemple) et en utilisant les outils existants, notamment au niveau de la région du Tagant ou Assaba, où la mission a observé un gap en termes de surveillance et en termes de présence des partenaires.

A moyen et long terme :

L'intervention du CRM et ses partenaires du Mouvement CRCR doit s'inscrire dans le cadre d'un positionnement à long terme sous forme de programme de résilience communautaire pour au niveau des quatre régions, cependant la région du Gorgol doit être ciblée dans le cadre d'un projet bilatéral entre le CRM et la CRF, tandis que les autres régions pourraient être ciblées par un programme géré par un consortium entre le CRM / FICR et les autres partenaires mouvement.

Le programme résilience se focalisera au tour des axes suivants :

- Construire la résilience des communautés ciblées aux effets de la sécheresse et aux changements climatiques à travers le renforcement, la diversification et la protection des moyens d'existences des ménages très pauvres ;
- Renforcer les capacités organisationnelles, institutionnelles des organisations communautaires, notamment, des coopératives des femmes travaillantes dans la production maraichère et ou autres associations et petites entreprises au niveau communautaires ;
- Accompagner la société nationale pour renforcer ses capacités au niveau stratégique et opérationnelles ; pour mieux se positionner comme acteur national de la réponse humanitaire et de la résilience et pour mener et coordonner des programmes d'assistance humanitaire et de réduction des risques de catastrophes, à travers l'installation d'un personnel stable au sein de la SN qui permettrait un suivi technique continu des activités voire la planification et l'élaboration de programmes de plus longue durée.
- La mise en place d'un mécanisme de surveillance communautaire, qui pourrait intégrer le dispositif national de préparation et de gestion des crises alimentaires en Mauritanie, afin de contribuer à l'objectif global relatif à la réduction de risques de catastrophes.
- L'intervention du CRM devrait être en synergie avec le plan national de réponse élaboré par le gouvernement et les partenaires, le positionnement du CRM doit être complémentaire et il doit éviter toute éventuelle duplication ou un doublon des activités.